

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 983

12 mai 2009

SOMMAIRE

Accendo Capital	47145	Imeris Holding S.A.	47153
Allianz Global Investors Fund	47184	Intesa Euroglobal	47155
Asian Capital Holdings Fund	47148	Jardicoop S.A.	47152
A.Z. International S.A.	47155	Jardilux S.A.	47153
Biminvest S.A.	47160	Katoen Natie Group S.A.	47139
Bio & Bio Licensing S.A.	47155	La lolla S.A.	47150
BPER International Sicav	47153	Luxcorp Church Hill Holding S.A.	47142
Braunfinanz	47148	March Fund II	47184
BSOP Invest S.A.	47158	Masai S.A.	47141
Build Group Co. S.A.	47140	Modasia Holding S.A.	47138
Caïus S.A.	47148	Mode Finance S.A.	47145
Chablis S.A.	47139	New Vie S.A.	47138
Challenger Holding S.A.	47139	Nextra International Sicav	47159
Cogit S.A.	47140	Nifrac Finance S.A.	47157
Compagnie Financière Ottomane S.A. ...	47157	Nikkei Invest Corporation S.A.	47141
Consens Holding S.A.	47152	Palmer Investment Fund	47147
Cordius	47149	Panda Lux Sicav	47146
C.R.G. S.A.	47143	Red S.A.	47150
DB Advisors SICAV	47161	Reumert Holding S.A.	47151
D.B.C.	47144	Sogin	47146
Decopress SA SPF	47142	Steel Invest S.A.	47142
Dexia Patrimonial	47151	Suna	47157
Dièdre	47149	Tenaris S.A.	47159
European Financial Company	47143	The Private Equity Company SA	47145
European Responsible Consumer Fund ..	47154	Tramacor S.A.	47138
Eves S.A.	47146	UBS Luxembourg Diversified Sicav	47156
FDf	47149	UBS Manager Solutions	47152
Finance Organizations S.A.	47151	Unit Investments S.A.	47158
Financière Participations S.A.	47144	Verney S.A.	47147
Floralie S.A.	47143	Viking Management Group	47154
Fracasse	47150	Windsail Holding S.A.	47140
Great American Europe S.A.	47144	Zender International S.A.	47156
Heco S.A.	47141		

New Vie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 128.280.

—
Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 29 mai 2009 à 12.30 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2009051886/696/17.

Modasia Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 59.351.

—
Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, le 2 juin 2009 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2008,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

*Le Conseil d'administration.*Référence de publication: 2009054218/550/18.

Tramacor S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 45.615.

—
Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, le 2 juin 2009 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2008,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

*Le Conseil d'administration.*Référence de publication: 2009054219/550/18.

Chablis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 44.317.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 juin 2009 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2008 et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes y relatifs
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2008
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055804/534/18.

Challenger Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 33.727.

Messrs shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held at the headoffice, on June 3, 2009 at 11.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts as per December 31, 2007 and as per December 31, 2008 and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor thereon.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2007 and on December 31, 2008.
3. Resolution to be taken according to article 100 of the law of August 10, 1915.
4. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
5. Elections.
6. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009055806/534/18.

Katoen Natie Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 110.988.

Messrs shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held extraordinarily at registered office, Luxembourg, on June 2nd, 2009 at 10.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the independent auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2008.
3. Discharge to the directors.
4. Elections.
5. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009055814/534/17.

Build Group Co. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 122.985.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le mercredi 3 juin 2009 à 09.00 au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055833/755/18.

Cogit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 118.483.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le lundi 1^{er} juin 2009 à 10.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055837/755/18.

Windsail Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 1, place Winston Churchill.
R.C.S. Luxembourg B 99.259.

Messrs shareholders are hereby convened to attend the
STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, on June 2, 2009 at 11.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2008.
3. Resolution to be taken according to article 100 of the law of August 10, 1915.
4. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
5. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009055824/534/17.

Heco S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 14.566.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le mardi 2 juin 2009 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055845/755/18.

Masai S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 35.859.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le mardi 9 juin 2009 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055850/755/18.

Nikkei Invest Corporation S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 44.354.

La première Assemblée Générale Statutaire convoquée pour le 10 avril 2009 à 15.00 heures n'ayant pu délibérer valablement sur la décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société, faute de quorum de présence, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
qui se tiendra le 18 juin 2009 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Délibérations et décisions sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055853/755/17.

Decopress SA SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 139.401.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social en date du *1^{er} juin 2009* à 17 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2008 et du compte de résultats.
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2008.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Décision conformément à l'article 100 des L.C.S.C., le cas échéant.
6. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2009055863/1004/18.

Steel Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 53.261.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi *03 juin 2009* à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
3. Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055864/755/18.

Luxcorp Church Hill Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 96.086.

Messrs shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held at the address of the registered office, on *June 2, 2009* at 15.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2008.
3. Resolution to be taken according to article 100 of the law of August 10, 1915.
4. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
5. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009055817/534/17.

EUFICO, European Financial Company, Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 11.412.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 2 juin 2009 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
3. Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
4. Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
5. Nominations statutaires,
6. Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055797/755/19.

Floralie S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 30.470.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la Société qui se tiendra le 2 juin 2009 à 16.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du Bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2008;
- Affectation du résultat au 31.12.2008;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Ratification de la nomination d'un administrateur par le Conseil d'Administration du 27.03.2009;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055826/19.

C.R.G. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8313 Capellen, 1A, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 58.493.

ASSEMBLEE ORDINAIRE

au siège social le 05/06/2009 à 18.00 heures

Ordre du jour:

- Rapport du C.A.
- Approbation comptes annuels.
- Affectation résultats.
- Décharge administrateurs.
- Nominations.
- Divers.

Référence de publication: 2009016975/965/15.

Financière Participations S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 95.723.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le lundi 08 juin 2009 à 14.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
3. Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
4. Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
5. Nominations statutaires,
6. Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055840/755/19.

Great American Europe S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 112.615.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le jeudi 4 juin 2009 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Lecture du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055841/755/19.

D.B.C., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 30.709.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 2 juin 2009 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055807/534/15.

The Private Equity Company SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 84.556.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 juin 2009 à 16.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 décembre 2008.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055822/534/16.

Mode Finance S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 52.458.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 28 mai 2009 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2008, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2008.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055825/1023/16.

Accendo Capital, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 136.618.

Shareholders are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders which will be held at 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, on Friday 29 May, 2009 at 1:00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Reports of the Board of Directors and the Independent Auditor
2. Approval of the financial statements as of December 31, 2008
3. Discharge of the Directors and of the Auditor in respect of the carrying out of their duties during the financial year ended December 31, 2008
4. Appointment of the Members of the Board of Directors
5. Appointment of the Independent Auditor
6. Miscellaneous

VOTING

Resolutions on the Agenda may be passed without quorum, by a simple majority of the votes cast thereon at the Meeting.

47146

NOTES

Holders of shares may vote at the Meeting:

* in person by producing at the Meeting a blocking certificate issued by the Custodian Bank, UBS (Luxembourg) S.A., which will be issued to them against blocking of their shares, at the latest on May 25, 2009.

* by proxy by completing the proxy form which will be made available to them against blocking of their shares as aforesaid. The proxies must be sent together with the blocking certificate to and have to be in possession of ACCENDO CAPITAL c/o UBS Fund Services (Luxembourg) S.A. at the latest on May 25, 2009.

Shares so blocked will be retained until the day after the Meeting or any adjournment thereof has been concluded.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009055828/755/30.

Sogin, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 24.407.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 2 juin 2009 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055821/534/16.

Eves S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 24.657.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 juin 2009 à 16.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055809/534/15.

Panda Lux Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 131.326.

Die Aktionäre der PANDA LUX SICAV werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 2. Juni 2009, 11:30 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Namensänderung von PANDA LUX SICAV in DJE LUX SICAV und des Teilfonds von PANDA LUX SICAV - PANDA Vermögensmanagement in DJE LUX SICAV - DJE Vermögensmanagement
2. Änderung des Anlagebraters von PANDA Investment Management GmbH zu DJE Kapital AG

3. Änderung der Anlagepolitik des DJE LUX SICAV - DJE Vermögensmanagement
4. Änderung der Gebührenstruktur
5. Generelle Änderung der Satzung
6. Verschiedenes

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung stehen, verlangen ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent der ausgegebenen Aktien sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien. Im Falle, in dem anlässlich der Außerordentlichen Generalversammlung das o. g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts einberufen, um über die auf der o. g. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen, wobei ein Anwesenheitsquorum nicht verlangt wird. Die Beschlüsse werden auch im Rahmen dieser zweiten Versammlung mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien getroffen.

Um an dieser Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Geschäftstage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 28. Mai 2009 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Zentralverwaltungsstelle der PANDA LUX SICAV (DZ BANK International S.A.) unter der Telefonnummer 00352/44 903-4025 oder unter der Fax-Nummer 00352/44903-4009 angefordert werden.

Luxemburg, im Mai 2009.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2009055855/755/34.

Verney S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 38.507.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 2 juin 2009 à 15.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2008.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Divers.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055860/755/15.

Palmer Investment Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 83.646.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav PALMER INVESTMENT FUND à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 juin 2009 à 11 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2008
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Changement de Réviseur d'Entreprises
6. Nominations statutaires.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la Sicav.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055798/7/20.

Braunfinanz, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 54.240.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 3 juin 2009 à 10.00 heures à l'adresse du siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055800/534/16.

Caïus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 93.539.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 3 juin 2009 à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008;
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales;
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055802/534/16.

Asian Capital Holdings Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 43.100.

The shareholders of the Company are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the "AGM") which will be held at the registered office in Luxembourg on 28 May 2009 at 3.30 pm to deliberate and vote on the following:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors for the fiscal year ended on 31 December 2008
2. Report of the Auditor for the fiscal year ended on 31 December 2008
3. Approval of the Financial Statements for the fiscal year ended on 31 December 2008
4. Allocation of the net result for the fiscal year ended on 31 December 2008
5. Discharge of the Directors from their duties for the fiscal year ended on 31 December 2008
6. Ratification of the co-optation of Mr John Smeets
7. Appointment of the Directors for the period until the next General Shareholders' Meeting deciding on the 2009 Annual Report
8. Appointment of Deloitte S.A., Luxembourg, as statutory Auditor for a period ending with the Annual General Meeting of Shareholders to be held in 2010
9. Any other business

There is no quorum required for this meeting and the resolutions will be passed by a simple majority of the votes cast at the meeting.

Shareholders who will not be able to attend the AGM may be represented by power of proxy, the form of which is available at the registered office of the Company or the Paying Agent. The form should be duly filled in and returned by fax to +352 2488 8491 before noon on 28 May 2009 with the original to follow by post to the Company at 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg.

On behalf of the Board of Directors.

Référence de publication: 2009055831/755/29.

Dièdre, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 95.133.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 2 juin 2009 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 2009.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055808/534/16.

FDF, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 72.929.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 juin 2009 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055811/534/16.

Cordius, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 105.128.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires ("l'Assemblée") de CORDIUS, qui aurait du se tenir le 28 janvier 2009, aura lieu au siège social de la société, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg extraordinairement le 29 mai 2009 à 11 heures 30.

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises au 30 septembre 2008
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2008
3. Affectation des résultats
4. Décharge à donner au Conseil d'Administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2008
5. Election du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
6. Divers

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire jusqu'au 27 mai 2009 auprès de CORDIUS, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, à l'attention de Madame Mylène Castellani (Fax N° +352 / 2460-3331).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2009055838/755/27.

Fracasse, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 110.531.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 2 juin 2009 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055813/534/16.

La Iolla S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 64.106.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 juin 2009 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055815/534/16.

Red S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 102.308.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 2 juin 2009 à 11.45 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,

- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes,
- Délibération et décision à prendre quant à la poursuite éventuelle de l'activité de la société conformément à l'article 100 de la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009055858/755/20.

Reumert Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 27.631.

Messrs shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held at the registered office, on *June 2, 2009* at 16.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2008.
3. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
4. Elections.
5. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009055819/534/16.

Finance Organizations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 14.354.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *20 mai 2009* à 14:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009047842/696/15.

Dexia Patrimonial, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 46.235.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires («l'Assemblée») de Dexia Patrimonial aura lieu au siège social de la société, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg le *20 mai 2009* à 12.30 heures.

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises au 31 décembre 2008
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2008
3. Affectation des résultats
4. Décharge à donner au Conseil d'Administration pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2008

5. Election du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
6. Divers

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire jusqu'au 18 mai 2009 auprès de Dexia Patrimonial, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, à l'attention de Madame Mylène Castellani (Fax N° +352 / 2460-3331).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Dexia Patrimonial

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2009052007/755/28.

Consens Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 25.338.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme CONSENS HOLDING S.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, 20 mai 2009 à 15.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2008.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009052412/750/15.

Jardicoop S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 87.855.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme JARDICOOP S.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, 20 mai 2009 à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2008.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009052414/750/15.

UBS Manager Solutions, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 129.749.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am Dienstag, 20. Mai 2008 um 10:00 Uhr am Gesellschaftssitz mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Tätigkeitsbericht des Verwaltungsrates und Bericht des Abschlussprüfers.

2. Genehmigung der Jahresabschlussrechnung per 31. Dezember 2007
3. Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Statutarische Ernennungen.
6. Mandat Abschlussprüfer
7. Diverses.

Jeder Aktionär ist berechtigt, an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen. Er kann sich auf Grund schriftlicher Vollmacht durch einen Dritten vertreten lassen. Jede Aktie gewährt eine Stimme.

Um an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien bis zum 13. Mai 2008, spätestens 16:00 Uhr bei der Depotbank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg oder einer anderen Zahlstelle hinterlegen; Vollmachten müssen ebenfalls bis zu diesem Zeitpunkt bei der Adresse der Gesellschaft eingehen.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2009051756/755/25.

Jardilux S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 87.857.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme JARDILUX S.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, 20 mai 2009 à 10.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2008.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009052415/750/15.

Imeris Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 72.970.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme IMERIS HOLDING S.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, 20 mai 2009 à 12.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2008.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Décision à prendre quant aux dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009052413/750/16.

BPER International Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 61.517.

Shareholders are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of BPER International SICAV (the "Company") which will be held at the Administrative Office of the Company, 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, on May 20, 2009 at 11.00 a.m. (the "Meeting") with the following agenda:

Agenda:

1. Hearing and approval of the reports of the Board of Directors and of the Auditor of the Company
2. Approval of the audited accounts of the Company for the financial year ended December 31, 2008
3. Decision on allocation of net profits
4. Discharge of the Directors and of the Auditor in respect of the carrying out of their duties during the financial year ended December 31, 2008
5. Election and remuneration of the Members of the Board of Directors
6. Appointment of the Auditor
7. Miscellaneous

Notes

The resolutions on the agenda of the Meeting do not require any quorum and are passed by majority of the votes expressed by the shareholders present or represented at the Meeting.

Holders of bearer shares may vote at the Meeting:

* in person by producing at the Meeting a certificate of deposit issued by the custodian bank, UBS (Luxembourg) S.A., which will be issued to them against deposit of their share certificates. The share certificates must be deposited with UBS (Luxembourg) S.A. at the latest on May 15, 2009.

* by proxy by completing the proxy form which will be made available to them against deposit of said share certificates. The proxies must be sent to UBS Fund Services (Luxembourg) S.A. and have to be in the possession of BPER International SICAV c/o UBS Fund Services (Luxembourg) S.A. at the latest on May 15, 2009.

Share certificates so deposited will be retained until the day after the Meeting or any adjournment thereof will have been concluded.

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2009052008/755/33.

European Responsible Consumer Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 90.502.

The shareholders are convened to the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

that will be held at the registered office of the SICAV on May 20, 2009 at 3:00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

Modification of the Articles of Incorporation as follows:

1. Change of the name of the SICAV from EUROPEAN RESPONSIBLE CONSUMER FUND into EUROPEAN RESPONSIBLE FUND Modification of Articles 1 and 17;

Decisions on all the items on the agenda require a quorum of 50%. They will be taken with a 2/3 majority of the shares present or represented at the Meeting. Proxies are available at the registered office of the SICAV.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009052006/755/16.

Viking Management Group, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 21.977.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 20 mai 2009 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2008, et affectation du résultat.

3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2008.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009051697/1023/16.

Intesa Euroglobal, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 66.810.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 27 mai 2009 à 14.00 heures au 8, avenue de la Liberté L-1930 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation et ratification du projet de fusion daté du 12 mars 2009;
Approbation de la fusion par absorption de Intesa EuroGlobal par Eurizon Investment Sicav-Strategic Europe.
2. Dissolution de Intesa EuroGlobal de la fusion par absorption;
3. Décharge donnée au Conseil d'Administration et à l'expert indépendant mandaté pour la fusion par absorption;
4. Divers.

Une première assemblée générale extraordinaire ayant eu le même ordre du jour s'est réunie le 23 avril 2009 mais n'a pu délibérer valablement faute de quorum de présence suffisant. La présente assemblée décidera quelle que soit la portion du capital représentée et les décisions seront adoptées à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires désirant assister à cette assemblée doivent déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée générale auprès de Sanpaolo Bank SA, 8, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Les actionnaires souhaitant être représentés lors de cette assemblée peuvent obtenir le formulaire de procuration auprès du même organisme.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009049193/755/25.

A.Z. International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 51.963.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 20 mai 2009 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2008
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009051685/788/16.

Bio & Bio Licensing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 77.323.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 20 mai 2009 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilans, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2008
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Décision à prendre quant à l'article 100 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009051686/788/17.

UBS Luxembourg Diversified Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 83.346.

Shareholders are kindly convened to attend the

GENERAL MEETING

of shareholders which will be held at 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, on May 20, 2009 at 11:00 a.m., as postponed during the General Meeting held on 22 April 2009, with the following agenda:

Agenda:

1. Notice on the general meeting of 22 April 2009, which was not held on the specified statutory date as the financial statements as of November 30, 2008 were not provided in due time
2. Report of the Board of Directors and the Independent Auditor
3. Approval of the financial statements as of November 30, 2008
4. Decision on allocation of net profits
5. Discharge of the Directors and of the Auditor in respect of the carrying out of their duties during the financial year ended November 30, 2008
6. Appointment of the Members of the Board of Directors
7. Appointment of the Independent Auditor
8. Miscellaneous

Voting

Resolutions on the Agenda may be passed without quorum, by a simple majority of the votes cast thereon at the Meeting.

Notes

Holders of bearer shares may vote at the Meeting:

* in person by producing at the Meeting a blocking certificate issued by the Custodian Bank, UBS (Luxembourg) S.A., which will be issued to them against blocking of their shares, at the latest on May 15, 2009.

* by proxy by completing the proxy form which will be made available to them against blocking of their shares as aforesaid. The proxies must be sent together with the blocking certificate to and have to be in possession of UBS LUXEMBOURG DIVERSIFIED SICAV c/o UBS Fund Services (Luxembourg) S.A. at the latest on May 15, 2009.

Shares so blocked will be retained until the day after the Meeting or any adjournment thereof has been concluded.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009052000/755/33.

Zender International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 18A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 56.102.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 20 mai 2009 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes

2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009051983/506/16.

Suna, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 7.939.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le jeudi 4 juin 2009 à 10 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire au Comptes,
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009052409/755/19.

Compagnie Financière Ottomane S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 10, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 44.561.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires se tiendra le mercredi 20 mai 2009 à 11h30 dans les locaux de BNP PARIBAS LUXEMBOURG, 10A, boulevard Royal, Luxembourg

Ordre du jour:

- Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire
- Approbation des comptes arrêtés au 31/12/2008
- Rapport du Réviseur d'Entreprises
- Répartition du résultat 2008
- Quitus aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises
- Renouvellement de Mandats d'Administrateurs
- Renouvellement du Mandat du Réviseur d'Entreprises
- Divers

L'actionnaire qui détient toujours des titres au porteur et qui désire assister à l'assemblée générale ou se faire représenter doit déposer ses titres auprès de:

COMPAGNIE FINANCIERE OTTOMANE S.A.
10, Boulevard Royal
L-2449 LUXEMBOURG

Ces actions au porteur seront transformées en actions nominatives conformément aux résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 23 décembre 1996 modifiant l'article 6 des statuts.

Référence de publication: 2009046497/25.

Nifrac Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 30.252.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 22 mai 2009 à 9.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009051709/755/18.

BSOP Invest S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 46.903.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 22 mai 2009 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009050902/755/18.

Unit Investments S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 30.253.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on May 22, 2009 at 11.00 a.m. at the registered office with the following

Agenda:

- To receive the Management Reports of the Directors and the Reports of the Statutory Auditor for the year ended December 31, 2008,
- To approve the annual accounts, the consolidated financial statements and appropriation of earnings for the year ended December 31, 2008,
- To grant discharge to the Directors and to the Statutory Auditor in respect of the execution of their mandates to December 31, 2008,
- Ratification of the appointment of Mr Hamdi Yasaman, Director by the Board of Directors held on December 12, 2008,
- Statutory elections,
- To fix the remuneration of the Statutory Auditor.

In order to attend the meeting, the owners of bearer shares are required to deposit their shares not less than five clear days before the date of the meeting at the Registered Office.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009051712/755/23.

Nextra International Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 8, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 51.690.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 27 mai 2009 à 14.00 heures au siège social de la SICAV, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation et ratification du projet de fusion daté du 12 mars 2009;
2. Approbation de la fusion par absorption de Nextra International Sicav (NIS) par Eurizon Investment Sicav (EIS);
3. Dissolution de Nextra International Sicav (NIS) de la fusion par absorption;
4. Décharge donnée au Conseil d'Administration et à l'expert indépendant mandaté pour la fusion par absorption;
5. Divers.

Une première assemblée générale extraordinaire ayant eu le même ordre du jour s'est réunie le 23 avril 2009 mais n'a pu délibérer valablement faute de quorum de présence suffisant. La présente assemblée décidera quelle que soit la portion du capital représentée et les décisions seront adoptées à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires désirant assister à cette assemblée doivent déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée générale auprès de Sanpaolo Bank SA, 8, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009049192/755/22.

Tenaris S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 85.203.

Notice is hereby given to holders of shares of common stock of Tenaris S.A. (the "Company") that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders will be held on June 3, 2009, at 11:00 a.m. (Central European Time). The meeting will be held at 46A, avenue John F. Kennedy L-1855 Luxembourg. In the Annual General Meeting, shareholders will vote with respect to the items listed below under the heading "Annual General Meeting of Shareholders".

Agenda:

Annual General Meeting of Shareholders

1. Consideration of the Board of Directors' and independent auditors' reports on the Company's consolidated financial statements. Approval of the Company's consolidated financial statements for the years ended December 31, 2008, 2007 and 2006.
2. Consideration of the Board of Directors' and independent auditors' reports on the Company's annual accounts. Approval of the Company's annual accounts as at December 31, 2008.
3. Allocation of results and approval of dividend payment.
4. Discharge to the members of the Board of Directors for the exercise of their mandate during the year ended December 31, 2008.
5. Election of the members of the Board of Directors.
6. Compensation of the members of the Board of Directors.
7. Appointment of the independent auditors for the fiscal year ending December 31, 2009 and approval of their fees.
8. Authorisation to the Board of Directors and the board of directors or other governing bodies of the Company's subsidiaries to acquire Company shares.
9. Authorisation to the Board of Directors to cause the distribution of all shareholder communications, including its shareholder meeting and proxy materials and annual reports to shareholders, by such electronic means as is permitted by any applicable laws or regulations.

Pursuant to the Company's Articles of Association, resolutions at the Annual General Meeting of Shareholders will be passed by simple majority vote, irrespective of the number of shares present or represented.

Procedures for Attending the Meeting

Holders of shares wishing to attend the meeting must obtain an admission ticket by depositing their certificates representing their common stock, not later than 4:00 p.m. (local time) on May 29, 2009, at the Company's office in Luxembourg or at the offices of any of the Company's subsidiaries set forth below:

Luxembourg: 46A, Avenue John F. Kennedy
L-1855 Luxembourg
Attn: Adélia Soares

Argentina: c/o Siderca S.A.I.C.
Carlos María della Paolera 299, piso 16°
(C1001ADA) Buenos Aires

Attn: Horacio de las Carreras and/or Eleonora Cimino

Italy: c/o Dalmine S.p.A.
Piazza Caduti 6 luglio 1944 n. 1 24044
Dalmine (BG)

Attn: Marco Tajana and/or Teresa Gaini

Mexico: c/o Tubos de Acero de México, S.A.

Campos Elíseos 400-17

Col. Chapultepec Polanco

11560 México D.F.

Attn: Félix Todd and/or Luis Armando Leviaguirre

Holders of shares holding their shares through fungible securities accounts wishing to attend the meeting must present a certificate (issued by the financial institution or professional depositary holding such shares) evidencing such deposit and certifying the number of shares recorded in the relevant account as of May 29, 2009. Such certificate must be filed not later than 4:00 p.m. (local time) on May 29, 2009, at any of the addresses indicated above and, in the case of shares held in Mexico, with S.D. Indeval, S.A. de C.V. (Paseo de la Reforma #255, 2o. y 3er. piso Col. Cuauhtémoc, Mexico City).

Holders of shares as of May 29, 2009, may also vote by proxy. To vote by proxy, holders must file the required certificate evidencing their holdings of shares and a completed proxy form not later than 4:00 p.m. (local time) on May 29, 2009 at any of the addresses indicated above or, in the case of shares held in Mexico, with S.D. Indeval, S.A. de C.V., in Mexico City.

Holders of American Depositary Receipts ("ADRs") as of April 27, 2009, which continue to hold such ADRs on May 20, 2009, are entitled to instruct THE BANK OF NEW YORK MELLON, as Depositary (the "Depositary"), as to the exercise of the voting rights pertaining to the Company's shares of common stock represented by such holder's ADRs. Although voting instructions are sent to holders and proxy materials are available at our website beginning on May 1, 2009, only those holders of record as of each of April 27, 2009 and May 20, 2009 will be entitled to provide the Depositary with voting instructions. Notwithstanding that holders of ADRs must have held ADRs on each such date, in order to avoid the possibility of double vote, only those positions on May 20, 2009, will be counted for voting instruction purposes. Eligible ADR holders who desire to vote at the meeting must complete, date and sign a proxy form and return it to the Depositary, at THE BANK OF NEW YORK MELLON, Proxy Processing P.O. Box 3549, S. Hackensack, NJ 07606-9249, U.S.A., by 5:00 p.m., New York City time, on May 28, 2009.

The Shareholder Meeting Brochure and Proxy Statement (which contains reports on each item of the agenda for the meeting, and further details on voting procedures) and the forms furnished by the Company in connection with the meeting, may be obtained at any of the addresses indicated above or upon request by calling (352) 26-47-89-78 (if you are in Luxembourg), 1-800-555-2470 (if you are in the United States), or +1-267-468-0786 (if you are in another jurisdiction), but also from the Depositary, Borsa Italiana SpA (Piazza degli Affari 6, 20123, Milan, Italy) and S.D. Indeval S.A. de C.V., as from May 1, 2009, between 10:00 a.m. and 5:00 p.m. (local time).

Copies of the Shareholder Meeting Brochure and Proxy Statement and the forms are also available at www.tenaris.com/ investors. Copies of the Company's 2008 annual report (including the Company's consolidated financial statements for the years ended December 31, 2008, 2007 and 2006 and the Company's annual accounts as at December 31, 2008, together with the independent auditors' report and management's report and certification, and the documents referred to in the preceding sentence) may also be obtained free of charge at the Company's registered office in Luxembourg or upon request by calling (352) 26-47-89-78 (if you are in Luxembourg), 1-800-555-2470 (if you are in the United States), or +1-267-468-0786 (if you are in another jurisdiction).

April 24, 2009.

Cecilia Bilesio

Secretary to the Board of Directors

Référence de publication: 2009047888/3746/86.

Biminvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 95.821.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 22 mai 2009 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Délibération et décision sur la continuité éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009051705/755/21.

DB Advisors SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 2, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 145.884.

—
STATUTES

In the year two thousand and nine, on the twenty-third day in the month of April.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Treinvest e.V., having its registered office at D-60486 Frankfurt am Main, Germany, Theodor-Heuss-Allee, 70, represented by Silke Bernard, Rechtsanwältin, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney.

The above mentioned power of attorney, signed by the appearing person and the undersigned notary and initialled "ne varietur", will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing person, acting in its above-mentioned capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a company, which is herewith established as follows:

Art. 1. The Company.

1. There is hereby established a company under the name of DB Advisors SICAV (hereinafter the "Company").

2. The Company has the form of a public limited liability company (société anonyme) qualifying as an open-ended investment company with variable capital ("Société d'Investissement à Capital Variable" or "SICAV"). The Company may be composed of one sole shareholder or several shareholders. The Company may offer the investor one or more sub-funds (umbrella structure) at its own discretion. The aggregate of the sub-funds produces the umbrella fund. In relation to third parties, the assets of a sub-fund are only liable for the liabilities and payment obligations involving such sub-fund. Additional sub-funds may be established and/or one or more existing sub-funds may be dissolved or merged at any time. One or more classes of shares can be offered to the investor within each sub-fund (multi-share-class construction). The aggregate of the share classes produces the sub-fund. Additional classes of shares may be established and/or one or more existing share classes may be dissolved or merged at any time. Share classes may be consolidated into categories of shares.

3. The rights and obligations of shareholders are set forth in these by-laws, the current version of which, together with changes thereto, are published in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations", the official gazette of the Grand Duchy of Luxembourg ("Mémorial"). By purchasing a share, the shareholder accepts the by-laws.

4. The Company is established for an indeterminate time.

Art. 2. Purpose of the Company. The purpose of the Company is the acquisition, sale and management of transferable securities and other permissible assets, based on the principle of risk-spreading, with the purpose of affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part I of the Law on Undertakings for Collective Investment of 20 December 2002, as amended.

The Company is a self-managed investment company as provided for in Article 27 of the Law on Undertakings for Collective Investment of 20 December 2002, as amended.

Art. 3. Registered Office. The registered office of the Company is in Luxembourg-City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of

Directors. In the event of existing or imminent extraordinary political, economic or social developments that would interfere with the Company's business activity or with communication with the Company's registered office, the Board of Directors may temporarily transfer the Company's registered office abroad. Such a temporary transfer shall have no effect on the Company's nationality; it will remain a Luxembourg company.

Art. 4. The shareholders' Meeting.

1. The Shareholders' Meeting represents the entire body of shareholders, regardless of which particular sub-fund a shareholder has invested in. It shall have the power to take decisions on all matters pertaining to the Company. Resolutions passed at a Shareholders' Meeting on matters pertaining to the Company as a whole shall be binding upon all shareholders. In the event that the Company is composed of one sole shareholder, the sole shareholder will be vested with all powers of the Shareholders' Meeting.

2. The General Shareholders' Meeting is held at the Company's registered office, or at any other place determined in advance, on the fourth Wednesday in April in each year at 11.00 a.m. and for the first time in 2010. In years when such day falls on a bank holiday, the General Shareholders' Meeting will be held on the next bank business day. Shareholders may appoint proxies to represent them at a Shareholders' Meeting. The annual general meeting may be held abroad if, in the discretion of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Except as otherwise required by law or as otherwise required herein, resolutions at a Shareholders' Meeting are passed by simple majority of the shares represented in person or by proxy and actually voted at the meeting.

Other Shareholders' Meetings are held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

3. The Board of Directors may convene a Shareholder's Meeting. A general meeting must be convened if shareholders representing at least one tenth (1/10) of the Company's capital so require. Invitations to Shareholders' Meetings are published in the Mémorial, in a Luxembourg newspaper and in other newspapers, if that is considered appropriate by the Board of Directors. They may also be sent by registered mail to shareholders holding registered shares, in accordance with Luxembourg law. The convening notice shall contain the agenda and such information and appendices as required by Luxembourg law. One or several shareholders representing at least one tenth (1/10) of the Company's capital may require that additional items be added to the agenda of the general meeting by five (5) days prior notice. If all shareholders are represented in person or by proxy and have confirmed that they are aware of the agenda, the meeting may be held without prior notice

4. Unless otherwise provided herein, the quorum and periods required by law shall govern the convening notice for and conduct of the Shareholders' Meeting.

The Board of Directors may determine such other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any Shareholders' Meeting.

Resolutions of the sole shareholder shall be documented in writing.

Art. 5. The Board of Directors.

1. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three (3) members; members of the Board of Directors need not be shareholders of the Company. Directors are elected by the shareholders for a period of up to five years; they can be removed and/or replaced at any time by resolution adopted at a Shareholders' Meeting. The Shareholders' Meeting may only elect persons who (i) have previously fulfilled this function, (ii) are suggested for election by the Board of Directors or (iii) are proposed by a shareholder (other the proposed person him/herself) having full voting rights, no less than six (6) and no more than thirty (30) days prior to the general meeting, such proposal being accompanied by a written confirmation of the proposed person that he/she agrees to present him/herself as a candidate. Directors can be re-elected. In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next Shareholders' Meeting.

2. The Board of Directors shall have the authority to conduct all transactions and perform all actions it deems necessary or expedient in furtherance of the purpose of the Company. It shall be responsible for all matters pertaining to the Company, excepting those reserved for the Shareholders' Meeting by law or by these by-laws.

3. The Board of Directors can appoint on its own responsibility one or more fund managers and/or investment advisors for the day-to-day implementation of the investment policy.

4. The Board of Directors must choose a chairman to preside at all Board meetings but in his absence the Board of Directors may appoint another Director as chairperson pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

5. Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty four hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places previously scheduled by resolution of the Board of Directors.

6. The Board of Directors can act validly only if the majority of Directors are present or represented at a meeting of the Board of Directors. All Board meetings shall be held as physical meetings in Luxembourg. A Director may appoint another Director as his proxy to represent him at a Board meeting. Resolutions by the Board of Directors shall be adopted

by a majority of votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event of a tied vote, the chairman of the Board of Directors shall have the casting vote. In case of emergency, resolutions of the Board of Directors may also be taken by way of circular resolutions in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all directors. Such resolution shall state the reason why it was resolved by way of a circular resolution.

7. The Company will be legally bound by the joint signatures of any two Directors or by the signature of any Director or officer to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

8. The Board of Directors may delegate its powers to individual Directors or third parties (physical persons or corporate entities), under the supervision and responsibility of the Board of Directors, for the purpose of conducting all or part of the day-to-day management of the Company or of carrying out acts in furtherance of the corporate policy and purpose. The Board of Directors may also confer certain of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board of Directors or not) as it thinks fit. Committees may also be appointed for information, consultation or any other purposes as the Directors may define.

9. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, as the case may be, by the chairperson pro tempore who presided over such meeting. Proxies shall be attached to the minutes. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairperson, or by two Directors.

10. No contract or other legal transaction between the Company and any other company or legal entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company has a personal interest in, or is a director, partner, shareholder, officer or employee of such other company or legal entity. Any Director or officer of the Company who serves as a director, partner, shareholder, officer or employee of any company or legal entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or legal entity but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

11. In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any legal transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such an event shall be reported to the next succeeding Shareholders' Meeting. The foregoing provisions do not apply if and when the relevant transaction is entered into under fair market conditions and falls within the ordinary course of business of the Company.

12. The term "personal interest" shall not include any relationship with or interest in any matter or transaction involving a company that is part of the Deutsche Bank Group, or such other company or legal entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion.

Art. 6. Share Capital and Shares.

1. The capital of the Company shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the sum of the net values of the Company's individual sub-funds ("Company net assets").

2. The minimum capital of the Company is EUR 1,250,000.00 (one million two hundred and fifty thousand euro) which must be reached within six months after the establishment of the Company. The original capital of the Company was EUR 300,000.00 (three hundred thousand euro) divided into 30,000 (thirty thousand) shares with no nominal value.

3. In accordance with Article 133 of the Law on Undertakings for Collective Investment of 20 December 2002, as amended, the Board of Directors will allocate the capital of the Company to individual sub-funds.

4. The Board of Directors may, on receipt of payment of the issue price for the benefit of the Company, issue new Company shares in a particular share class of a sub-fund without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued. The Board of Directors may delegate to any Director and/or to any other duly authorised third party the authority to accept subscriptions and to issue such new shares however always remaining within the restrictions imposed by law. The proceeds of the issue of the shares of each respective sub-fund shall be invested in securities and other legally permissible assets in accordance with the investment policy of that sub-fund as determined by the Board of Directors and taking into consideration the investment restrictions provided for by law or adopted by the Board of Directors.

5. The Board of Directors may decide to create within each sub-fund different classes of shares, which may differ, inter alia, in respect of their fee structure, dividend policy, hedging policies, minimum subscription amount, investment eligibility criteria, modalities of payment or other specific features and which may be expressed in different currencies, as the Board of Directors may decide. Irrespective of any specific features relating to different share classes, each share has one vote, without possibility for the Board of Directors to derogate from such rule.

6. The issue price of new shares issued shall be equal to the net asset value per share of the relevant sub-fund or share class pursuant to Article 12 plus a front-end load, if any. A more detailed description of the calculation method which will be used in order to calculate the issue price of new shares can be found in the current sales prospectus of the Company.

Art. 7. The Custodian Bank. As part of its legal obligations, the Company will enter into a custodian bank agreement with such a bank as defined by the Law of 5 April 1993 that governs access to the financial sector and its surveillance, including subsequent amendments thereto.

The custodian bank shall accept the obligations and responsibilities stipulated by the Law on Undertakings for Collective Investment of 20 December 2002, as amended.

Both the custodian bank and the Company may terminate the custodian bank agreement at any time. Such termination will be effective when the Company, with the authorisation of the responsible supervisory authority, appoints another bank as custodian bank and that bank assumes the responsibilities and functions as custodian bank; until then the previous custodian bank shall continue to fulfil its responsibilities and functions as custodian bank to the full extent in order to protect the interests of the shareholders.

Art. 8. Audit. The Shareholders' Meeting shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by article 113 of the Law on Undertakings for Collective Investment of 20 December 2002, as amended.

Art. 9. General Investment Policy Guidelines. The Board of Directors shall determine the investment policy according to which the assets of the Company are to be invested. The assets of the Company shall be invested on the basis of the principle of risk-spreading and within the scope of the investment objectives and restrictions as described in the sales prospectuses published by the Company.

The assets of the sub-funds shall be invested within the scope of the Law on Undertakings for Collective Investment of 20 December 2002, as amended.

The sub-funds shall invest particularly, but not exclusively, in:

- securities and money market instruments that are traded on a regulated market or on another market of a Member State of the European Union or of a non-Member State that operates in an orderly manner and is recognised, regulated and open to the public;

- securities and money market instruments that are new issues, provided that the terms of issue include the obligation to apply for admission for trading on an exchange or on another regulated market that operates in an orderly manner, is recognised and open to the public, and such admission is procured no later than one year after the issue;

- units in Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities and other collective investment undertakings; In the absence of any provisions to the contrary in the sales documentation, a maximum of 10% of a sub-fund's net assets may be invested in shares of other Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities and/or other collective investment undertakings.

- deposits with credit institutions that are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and mature within twelve months or less, provided that the credit institution has its registered office in a Member State of the European Union or, if the registered office of the credit institution is situated in a state that is not a Member State of the European Union, provided that it is subject to prudential rules considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier as equivalent to those laid down in Community law;

- derivatives that are traded on a regulated market or on another market of a Member State of the European Union or of a non-Member State that operates in an orderly manner and is recognised, regulated and open to the public, as well as over-the-counter derivatives;

- money market instruments not traded on a regulated market that are usually traded on the money market, are liquid and have a value that can be accurately determined at any time, provided that the issuer or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings.

- Notwithstanding the principle of risk-spreading, the sub-funds may invest up to 100% of their assets in securities and money market instruments stemming from different issues that are issued or guaranteed by a Member State of the European Union, its local authorities, a state that is not a Member State of the European Union, or by a public international body of which one or more Member States of the European Union are members, provided that the fund holds securities that originated from at least six different issues and the securities stemming from any one issue do not exceed 30% of the assets of the fund.

Where the investment policies of the sub-funds so permit and in order to reduce operational and administrative charges, assets of any sub-fund may, in full or in part, be co-managed with assets of one or more other sub-funds or another undertaking for collective investment (together, the "Participating Funds") provided that all conditions as may from time to time be required by the competent authorities are fulfilled. Under the relevant co-management arrangement, the relevant fund manager shall be entitled to take, on a consolidated basis for the Participating Funds, investment and disinvestment decisions which influence the portfolio of each Participating Fund.

At first, cash or other assets from each of the Participating Funds which will be subject to the co-management techniques shall be identified (the "co-managed assets"). The co-managed assets do not constitute an undivided co-ownership of assets and each Participating Fund remains entitled to its assets under co-management, which represent a portion of the value of the co-managed assets. The co-managed assets will be rebalanced between Participating Funds on a daily basis: the value for each Participating Fund will be its previous position increased or decreased by the amount of capital that has flowed in or out. By this means it is possible at all times to allocate to each Participating Fund its entitlement to the co-managed assets. Dividends, interest and other distributions of an income nature received by the co-managed assets will be credited to the Participating Funds in proportion to their respective holding and participation into the co-managed assets at the time of receipt. The rebalancing includes the attribution on a daily basis of income purchased and accrued

against the inflows or outflows of capital, thereby allowing an accurate attribution of income part received between Participating Funds.

Redemption and subscription in each of the Participating Funds will be processed through a specific account kept outside of the co-managed assets and through which subscription and redemption must pass. Assets of a sub-fund denominated in a different currency than the pool currency shall be converted into the relevant pool currency prior to its contribution to the pool.

The Company's sub-funds may only be co-managed with assets intended to be invested pursuant to investment objectives identical to those applicable to the relevant sub-fund, in order to assure that investment decisions are fully compatible with the investment policy of each relevant sub-fund. The Custodian shall at all times keep each sub-fund's and classes' assets and liabilities segregated from each other including, as the case may be, a proportionate entitlement to a given asset, and shall therefore be able at all times to identify the assets of the Company and of each sub-fund and class. Since co-managed entities may have investment policies which are not strictly identical to the investment policy of the relevant sub-funds, it is possible that as a result the common policy implemented may be more restrictive than that of the sub-funds concerned.

The Company may at any time decide to discontinue the use of the co-management technique for any sub-fund or class, and/or to dissolve a pool of co-managed assets. In such cases, the pool's assets will be allocated (in full or in part) to the relevant sub-funds or classes, in proportion to its/their participation in the pool.

Art. 10. Shares of the Company.

1. Shares of the Company may be issued in registered or in bearer form.
2. If Shares are issued as registered shares, the register of shareholders constitutes definitive proof of ownership of these shares. Registered shares may be issued without share certificates, in which case shareholders shall receive a confirmation of their shareholding. All registered shares are entered in a register of shares, which is held by the registrar and transfer agent. The register of shares contains the name of every holder of registered shares, his address and selected domicile (in the case of joint ownership of registered shares, only the address of the first-named joint owner), as well as the number of shares held. If a shareholder does not provide an address, the registrar and transfer agent may enter the address of the registered office of the registrar and transfer agent or another address in the register, which address will be deemed to be the address of the shareholder until the shareholder provides another address. A transfer of registered shares takes place by way of recording of the transfer in the share register.
3. Bearer shares of the Company are documented in the form of global certificates, unless otherwise provided for in the sales documentation for the respective sub-fund.
4. All shares within a share class have the same rights. The rights of shareholders in different share classes within a sub-fund can differ, provided that such differences have been clarified at the time those shares were issued. Shares are issued by the Company immediately after the net asset value per share has been received for the benefit of the Company.
5. The Company may, in compliance with the conditions described in detail in the sales prospectus, accept securities as payment for a subscription ("investment in kind"), as long as the Company believes that such an action does not affect the interest of shareholders. The securities accepted as payment for a subscription must, however, be compatible with the investment policy and the investment limits of the Company and the respective sub-fund. The Board of Directors may, at its own discretion, reject any and all securities offered as payment for a subscription, without having to give reasons. All costs arising from an investment in kind shall be borne by the subscriber in their entirety. The Company's auditor must prepare a valuation report for these securities, which in particular shall specify the amounts, designations and values of the securities, as well as the valuation methods used.
6. The issue and redemption of shares and the distribution of dividends are performed by the Company, the transfer agent and all paying agents.
7. The Company accepts up to four shareholders per share. In case of a joint ownership or beneficial interest the company may suspend the voting right until a person is named which represents the joint owners or beneficiaries towards the Company.

The Company may issue fractional shares. In that case the Sales Prospectus contains detailed information on the processed number of decimal places.

8. Every shareholder has the right to vote at all Shareholders' Meetings. The voting right may be exercised in person or by proxy. Each share is entitled to one vote. Fractional shares do not represent a voting right, but entitle for participation in the payment of dividends on a pro rata basis.

Art. 11. Restriction of the Issue of Shares.

1. The Company may at any time and at its discretion reject a subscription application at its own discretion and without specifying any reason. The company may further temporarily limit, suspend or permanently discontinue the issue of shares, or may buy back shares at the redemption price, if this is deemed necessary in the interest of the shareholders or the public, or to protect the Company or the shareholders.
2. In this case, the Company, or the agent appointed by the Company to issue shares, will promptly refund payments on subscription applications that have not yet been executed.

3. Where it appears to the Company that any person who is precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, the Company may compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(a) the Company shall serve a notice (hereinafter referred to as the "Redemption Notice") upon the shareholder holding such shares, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the Redemption Price (as defined below) in respect of such shares is payable. Any such Redemption Notice may be served upon such shareholder by posting the same in a registered envelope addressed to such shareholder at his last address known. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held by him shall be cancelled.

(b) the price at which the shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed shall be the net asset value per share calculated in accordance with article 12 of these by-laws (hereinafter referred to as the "Redemption Price");

(c) payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the base currency of the relevant sub-fund and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such person. Upon deposit of the monies corresponding to the Redemption Price as aforesaid no person specified in such Redemption Notice shall have any further interest or claim in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without any interest being due) from such bank as aforesaid;

(d) the exercise by the Company of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

4. The Company may further decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any Shareholders' Meeting.

Art. 12. Calculation of the Net Asset Value per Share. The fund currency of the Company is the euro. The base currency of the sub-funds and of the share classes may be different from the fund currency.

The value of a share shall be calculated regularly, at least twice a month, for each class of shares of each sub-fund. The Company may, within the limits specified by law, delegate the calculation of the net asset value per share to third parties. The net asset value per share of each share class of each sub-fund shall be expressed in the base currency of the relevant share class of that sub-fund. It shall be determined on each valuation date, taking into consideration the following valuation rules:

First, the value of the sub-fund's net assets on the valuation date is determined by deducting the total liabilities of the sub-fund from its total assets. If only one class of shares exists for a particular sub-fund, the sub-fund's net asset value is then divided by the number of shares of the sub-fund in circulation. If more than one class of shares was issued for a particular sub-fund, the percentage of the sub-fund's net assets attributable to the individual class of shares is divided by the number of shares of that share class in circulation. The net asset value per share can be rounded up or down to the nearest unit of the respective currency, as the Board of Directors shall determine. If since the time of determination of the net asset value per share there have been a material changes in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments are traded or listed, the Company may, in order to safeguard the interests of shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

1. The assets of the Company primarily include:

- a) securities and other investments of the Company's assets;
- b) liquid assets, including any interest accrued thereon;
- c) amounts receivable from dividends and other distributions;
- d) interest claims due and other interest on securities owned by the Company, except to the extent that they are included or reflected in the market value of such securities;
- e) formation and set-up costs of the Company, insofar as these have not yet been amortised;
- f) other assets, including expenses paid in advance.

2. The liabilities of the Company primarily include:

- a) loans and liabilities due, with the exception of liabilities due to subsidiaries;
- b) all liabilities resulting from the day-to-day management of the Company's assets and from the conduct of the Company's business as a self-managed SICAV;
- c) all other liabilities, present and future, including the amount of any declared but still unpaid dividends on Company shares;
- d) provisions for future taxes and other reserves, to the extent that they have been authorised or approved by the Board of Directors;
- e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature, except liabilities represented by shares in the Company.

3. Shares of the Company whose redemption has been applied for shall be treated as shares in circulation until the valuation date of such a redemption, with the redemption price being a liability of the Company until its effective payment.

4. Shares to be issued shall be treated as shares already issued as of the valuation date applicable for their issue price. Any unpaid issue price shall be a receivable due to the Company until receipt of payment.

5. The Company net assets for each sub-fund shall be calculated according to the following principles:

a) Securities listed on an exchange are valued at the most recent available price on the valuation date.

b) Securities not listed on an exchange but traded on another organised market are valued at a price no lower than the bid price and no higher than the ask price on the valuation date, and which the Company considers the best possible price at which the securities can be sold.

c) In the event that such prices are not in line with market conditions, or for securities other than those covered in (a) and (b) above for which there are no fixed prices, these securities, as well as all other assets, will be valued at the current market value as determined in good faith by the Company, following generally accepted valuation principles verifiable by auditors.

d) The liquid assets are valued at their nominal value plus interest.

e) Time deposits may be valued at their yield value if a contract exists between the Company and the credit institution stipulating that these time deposits can be withdrawn at any time and that their yield value is equal to the realised value.

f) All assets denominated in a currency other than that of the respective sub-fund are converted into the sub-fund currency at the most recent mean rate of exchange.

6. An income equalisation account shall be maintained.

7. For large-scale redemption requests that cannot be met from the liquid assets and allowable credit facilities, the Company may determine the net asset value per share on the basis of the price on the valuation date on which it sells the necessary securities; this price shall then also apply to subscription applications submitted at the same time.

8. The assets shall be allocated as follows:

a) The remuneration from the issue of shares of a share class within a sub-fund is assigned in the books of the Company to the appropriate sub-fund, and the corresponding amount will increase the percentage of that share class in the net assets of the sub-fund accordingly. Assets and liabilities, as well as income and expenses, are allocated to the respective sub-fund in accordance with the provisions contained in this Article. If such assets, liabilities, income and expenses are identified in the provisions of the Sales Prospectus as being allocated exclusively to certain specified classes of shares, they will increase or reduce the percentage of those share classes in the net assets of the sub-fund.

b) Assets that are also derived from other assets are allocated in the books of the Company to the same sub-fund or the same class of shares as the assets from which they are derived, and at each revaluation of an asset the increase or decrease in value is allocated to the corresponding sub-fund or class of shares.

c) If the Company enters into an obligation that is connected to a particular asset of a particular sub-fund or a particular class of shares, or to an action relating to an asset of a particular sub-fund or a particular class of shares, this liability is allocated to the corresponding sub-fund or class of shares.

d) If an asset or a liability of the Company cannot be allocated to a particular sub-fund, that asset or liability will be allocated to all sub-funds in proportion to the net assets of the respective sub-funds or in such other manner as the Board of Directors shall determine in good faith. Because of this allocation, only the sub-fund shall generally be liable for a particular obligation, unless it has been agreed with creditors that the Company as a whole shall be liable.

e) In the event of a distribution of dividends, the net asset value per share of the distribution share class is decreased by the amount of the distribution. This decreases the percentage of the distribution share class in the sub-fund's net assets, while at the same time increasing the percentages in the sub-fund's net assets of the share classes that do not receive distributions. The net effect of the reduction of the sub-fund's net asset value, and the corresponding increase of the percentage of the sub-fund's net assets allocated to the share classes that do not receive distributions, is that the net asset values of the non-distributing share classes are not adversely affected by any dividend distribution.

9. All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision taken by the Board of Directors in connection with the calculation of the net asset value per share shall be final and binding on the Company, as well as on present, past and future shareholders.

10. For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each sub-fund shall in the case of a sub-fund not denominated in euro, be notionally converted into euro and the capital shall be the total of the net assets of all the sub-funds.

11. If, over the course of a trading day, the consolidated issues and redemptions of all share classes of a sub-fund on balance result in an increase or reduction in the number of shares in circulation in excess of the value stipulated by the Board of Directors, the Board may decide to adjust the sub-fund's net asset value to allow for the expected transaction costs. These costs include the estimated trading costs and other fees, as well as the estimated difference between the bid and offer prices of the investments that have to be purchased or sold for the sub-fund. This adjustment leads to a

higher net asset value in the case of an increase in the number of shares in circulation, or a lower net asset value in the event of a decrease in the number of shares ("swing pricing").

Art. 13. Suspension of the Issue and Redemption of Shares and of Calculation of the Net Asset Value per Share.

1. The Company shall have the right to temporarily suspend the issue and redemption of shares of one or more sub-funds, or one or more classes of shares, as well as the calculation of the net asset value per share, if and while circumstances exist that make this suspension necessary and if the suspension is justified when taking account of the interests of the shareholders, in particular:

a) while an exchange or other regulated market on which a substantial portion of the securities of the Company are traded is closed (excluding normal weekends and holidays) or when trading on that exchange has been suspended or restricted;

b) in an emergency, if the Company is unable to access its investments or cannot freely transfer the transaction value of its purchases or sales or calculate the net asset value per share in an orderly manner;

c) if the assets available for acquisition on the market or the possibilities of disposing of assets of the sub-fund are limited because of the limited investment horizon of the sub-fund.

2. Investors who have applied for redemption of shares will be informed promptly of the suspension and will then be notified immediately once the calculation of the net asset value per share is resumed.

Art. 14. Redemption of Shares.

1. Shareholders are entitled at any time to request the redemption of their shares. Redemption will be effected only on a valuation date as defined in Article 12, and at the net asset value per share calculated in accordance with Article 12 of these by-laws, less a redemption fee. The redemption price is paid out promptly following the applicable valuation date.

2. The Company shall have the right, with the previous authorisation of the Custodian, to carry out substantial redemptions only once the corresponding assets of the Company have been sold without delay. Without prejudice to the above, the Company may decide to redeem on any valuation date no more than a certain percentage, which shall be determined by the Company's board of directors and indicated in the sales documentation, of the total number of shares of a sub-fund or class of shares then in issue and outstanding. The Company may declare that redemptions exceeding such determined amount shall be deferred, in accordance with the provisions of the Company's sales prospectus. On the following valuation date(s) such requests shall be complied with in priority to later requests.

3. In exceptional cases, the Board of Directors may decide to accept applications for redemption in kind at the explicit request and/or with the consent of investors. To effect a redemption in kind, the Board of Directors selects securities and instructs the custodian bank to transfer these securities into a securities account for the investor in exchange for the return of his shares. The Board of Directors shall make sure that the remaining shareholders are not adversely affected by such a redemption in kind. All costs arising from a redemption in kind shall be borne by the redeeming investor in their entirety. The Company's auditor must prepare a valuation report for these securities, which in particular shall specify the amounts, designations and values arising from this redemption in kind, as well as the valuation methods used.

4. The Company or an institution designated by the Company is obliged to transfer the redemption price to the country of the applicant only if this is not prohibited by law - for example by foreign exchange regulations - or by other circumstances beyond the control of the Company or an institution designated by the Company.

5. In the event that for any reason the value of the total net assets in any sub-fund has fallen below an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such sub-fund to be operated in an economically efficient manner, or in the case of a substantial change in the political or economic situation or as a matter of economic rationalisation, the Board of Directors may decide to redeem all the shares of the sub-fund at the net asset value per share (taking into consideration actual realisation prices of investments and associated realisation costs) calculated on the valuation date on which such decision shall take effect. The Company shall notify the holders of the shares of the sub-fund of such redemption in a timely manner. Shareholders will be informed by the Company by publication of a notice in newspapers to be determined by the Board of Directors, unless these shareholders and their addresses are known to the Company.

6. In a manner corresponding with Article 14(5), the Board of Directors may decide to redeem all shares of a share class at the net asset value per share (taking into consideration actual realisation prices of investments and associated realisation costs) calculated on the valuation date on which such decision shall take effect.

7. Termination of a sub-fund or share class by compulsory redemption of all relevant shares for reasons other than those mentioned in the preceding paragraph, may be effected only upon its prior approval of the shareholders holding shares relating to a sub-fund or share class to be terminated, at a duly convened meeting relating to such sub-fund or share class which may be validly held without a quorum and decided by a simple majority of the shares present or represented.

Liquidation and redemption proceeds not claimed by the shareholders at the close of the liquidation of a sub-fund or share class will be deposited with the custodian bank for a period of six (6) months; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited after thirty (30) years.

Art. 15. Exchange of Shares. The shareholders of a sub-fund may exchange part or all of their shares at any time for shares of a different sub-fund or another share class of the same sub-fund, based on a conversion formula as determined

from time to time by the Board of Directors and disclosed in the current Sales Prospectus of the Company provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and provided that such exchanges are provided for in the sales documentation for that sub-fund and the respective share classes of that sub-fund. This exchange is effected at the net asset value per share plus an exchange commission, the amount of which shall be stated in the sales documentation.

Art. 16. Establishment, Closing and Merger of Sub-Funds.

1. Resolutions to establish sub-funds are adopted by the Board of Directors.

2. Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by Article 14(5), the Board of Directors can, in the cases provided for by law, resolve to dissolve the Company assets of a sub-fund and pay out to the shareholders of this sub-fund the net asset value of their shares (taking into consideration the actual realisation values and realisation costs associated with the investments) on the valuation date on which such decision shall take effect. If a situation arises resulting in the dissolution of the sub-fund, the issue and redemption of shares of the respective sub-fund will be halted, except that the Company may decide that redemptions may still be accepted, provided the equal treatment of shareholders is ensured. On the instructions of the Company or, where applicable, those of the liquidators appointed by the Shareholders' Meeting, the Company will distribute the proceeds of the liquidation less the costs of liquidation and fees among the shareholders of the respective sub-fund according to their claims. The net proceeds of liquidation not collected by shareholders at the end of the liquidation proceedings will be deposited by the Company with the Caisse des Consignations in Luxembourg for the account of shareholders entitled to them, where such amounts will be forfeited if not claimed by the statutory deadline.

Furthermore, the Board of Directors can declare the cancellation of the issued shares in such a sub-fund and the allocation of shares in another sub-fund, provided that for the period of one month after publication according to the provision below the shareholders of the corresponding sub-fund shall have the right to demand the redemption or exchange of all or part of their shares at the applicable net asset value, and in accordance with the procedures described in Articles 14 and 15 of these by-laws, without additional cost.

3. Subject to the preconditions stipulated in Article 14(5), the Board of Directors may decide to transfer the assets of a sub-fund to a different sub-fund that exists within the Company or to a different undertaking for collective investment established according to Part 1 of the Law of 20 December 2002, as amended, or a different sub-fund within such different undertaking for collective investment ("new sub-fund") and redefine the shares. Such a decision shall be published in a manner identical to that stipulated in Article 14(5) in order to enable the shareholders for a period of one month to apply for no-cost redemption or no-cost exchange of their shares. In the event of merger with a unit trust (fonds commun de placement), such a resolution is binding only on those shareholders who gave their approval for the merger.

4. The procedure of a merger involves the dissolution of the sub-fund and a simultaneous takeover of all of the assets by the receiving fund or sub-fund. However, in contrast to a dissolution, the investors in the sub-fund receive shares of the receiving fund or sub-fund, the number of which is based on the ratio of the net asset values per share of the funds involved at the time of the absorption, with a provision for settlement of fractions if necessary. The execution of the merger will be monitored by the auditor of the sub-fund.

Art. 17. Establishment, Closing and Merger of Classes of Shares within a Sub-Fund.

1. The Board of Directors may decide at any time to establish an additional class of shares.

2. Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by Article 14(5), the Board of Directors can, in the cases specified by law, resolve to dissolve a share class within a sub-fund and pay out to the shareholders of this share class the net asset value of their shares (taking into consideration the actual realisation values and realisation costs associated with the investments) on the valuation date on which such decision shall take effect. Furthermore, the Board of Directors can declare the cancellation of the issued shares of a share class of such a sub-fund and the allocation of shares in another share class of the same sub-fund, provided that for the period of one month after publication, the shareholders of the share class of the sub-fund to be cancelled shall have the right to demand the redemption or exchange of all or part of their shares at the applicable net asset value and in accordance with the procedure described in Articles 14 and 15 of these by-laws at no additional cost.

Art. 18. Shareholders' Meetings in a Sub-Fund.

1. In the limited cases described in these by-laws or where this is required by any applicable law or regulation or any competent authority, the shareholders of a sub-fund can hold a Shareholders' Meeting at any time in order to decide on actions pertaining exclusively to that sub-fund.

2. The provisions of Article 4 shall apply correspondingly to such Shareholders' Meetings.

3. Each share is entitled to one vote in accordance with the provisions of Luxembourg law and these by-laws. Shareholders may act either in person or by giving a proxy to another person who need not be a shareholder and may be a Director.

4. Unless otherwise provided for by law or in these by-laws, the resolutions of the Shareholders' Meeting of a sub-fund are passed by a simple majority of the shares represented in person or by proxy and actually voted at the Shareholders' Meeting.

5. Any resolution of the Shareholders' Meeting that affects the rights of the shareholders of one sub-fund in comparison with the rights of the shareholders of another sub-fund will be subject to the approval by resolution of the Shareholders' Meeting of the shareholders of the other sub-fund, and shall take into consideration the provisions of Article 68 of the Law of 10 August 1915 on Trading Companies, as amended.

Art. 19. Shareholders' Meetings in a Class of Shares.

1. In the limited cases described in these by-laws or where this is required by any applicable law or regulation or any competent authority, the shareholders of a class of shares can hold a Shareholders' Meeting at any time in order to decide on actions pertaining exclusively to that share class.

2. The provisions of Article 18, paragraphs 2 to 4, shall apply correspondingly to such Shareholders' Meetings.

3. Any resolution of the Shareholders' Meeting of a class of shares that affects the rights of the shareholders of that share class in comparison with the rights of the shareholders of another share class of this sub-fund will be subject to the approval by resolution of the Shareholders' Meeting of the shareholders of the other share class, and shall take into consideration the provisions of Article 68 of the Law of 10 August 1915 on Trading Companies, as amended.

Art. 20. Allocation of Earnings.

1. The Board of Directors shall decide each year for each sub-fund whether a distribution will be made and in what amount. Where distribution share classes are established, one distribution is generally intended to take place each year, unless there are insufficient earnings available for distribution. Where capitalisation share classes are established, no earnings are distributed, except as provided for in paragraph 2. Both regular net income and realised capital gains may be distributed. In addition, unrealised or retained capital gains from previous years may also be distributed. Distributions are paid out on the basis of the number of shares in circulation on the distribution date. Distributions may be paid entirely or partly in the form of bonus shares. Any remaining fractions of units may be paid out in cash or credited. Distributions not claimed within the deadlines stipulated in Article 24 shall lapse in favour of the relevant share class of the sub-fund.

2. The Board of Directors may elect to pay out special and interim dividends for each class of shares of a sub-fund in accordance with the law.

The dividends declared will normally be paid in the base currency in which the relevant sub-fund is expressed or in such other currencies as selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend monies into the currency of their payment. Stock dividends may be declared.

Art. 21. Amendment of these Articles of Incorporation and By-laws.

1. These Articles of Incorporation and By-Laws may be amended entirely or partly by a Shareholders' Meeting in compliance with Luxembourg law.

2. Changes to these Articles of Incorporation and By-Laws shall be published in the Mémorial.

Art. 22. Publications.

1. The net asset value per share may be obtained from the Company and all paying agents and it may be published in each distribution country through appropriate media (e.g. Internet, electronic information systems, newspapers, etc.). Issue and redemption prices in consideration of a front-end load and redemption fee may be requested from the Company, the transfer agent, and any sales agents. In addition such prices may be published in order to provide better information for the investors and to satisfy customary market practices.

2. The Company shall produce an audited annual report and a semi-annual report in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. The first semi-annual report shall be established as per 30 June 2009 and the first audited annual report shall be produced for the fiscal year ending on 31 December 2009.

3. The Company's by-laws and prospectus, as well as its annual and semi-annual reports, are available for shareholders at the registered office of the Company and at all distributing and paying agents. All agreements mentioned in the Sales Prospectus may be inspected at the registered office of the Company and at the headquarters of the respective paying agents.

4. The accounts of the Company shall be expressed in euro or, in respect of any sub-fund, in such other currency or currencies as the Board of Directors may determine. Where there shall be different sub-funds, and if the accounts within such sub-funds are maintained in different currencies, such accounts shall be converted into euro and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company.

5. The annual accounts, including the balance sheet and profit and loss account, the Directors' report and the notice of the annual general meeting will be sent to registered Shareholders and/or published and made available not less than fifteen (15) days prior to each annual general meeting.

Art. 23. Dissolution of the Company.

1. The Company may be dissolved at any time by the Shareholders' Meeting. The quorum required by law is necessary in order for the resolutions to be valid. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation cor-

responding to each sub-fund shall be distributed by the liquidators to the holders of shares relating to each sub-fund in proportion of their holding of shares in such sub-fund.

2. As required by law, dissolution of the Company shall be announced by the Company in the Mémorial and in at least three national daily newspapers, one of which must be a Luxembourg newspaper.

3. If a situation arises resulting in the dissolution of the Company, the issue and redemption of shares will be halted. On the instructions of the Company or, where applicable, those of the liquidators appointed by the Shareholders' Meeting, the Company will distribute the proceeds of the liquidation less the costs of liquidation and fees among the shareholders according to their claims. The net proceeds of liquidation not collected by shareholders at the end of the liquidation proceedings will, if required by law at that time, be converted into euro and deposited by the Company with the Caisse des Consignations in Luxembourg for the account of shareholders entitled to them, where such amounts will be forfeited if not claimed within the statutory deadline.

Art. 24. Limitation of Claims. Claims of shareholders against the Company or the custodian bank shall cease to be enforceable once a period of five years has elapsed since the claim arose, except for claims regarding the net proceeds of liquidation not collected by shareholders at the end of the liquidation proceedings which will be deposited by the Company with the Caisse des Consignations in Luxembourg for the account of shareholders entitled to them, where such amounts will be forfeited if not claimed within the statutory deadline.

Art. 25. Fiscal Year. The Company's fiscal year shall begin on the 1st January of each year and shall terminate on the 31st December of the same year, except that the first fiscal year shall start with the incorporation of the Company and end on 31st December 2009.

Art. 26. Applicable Law, Jurisdiction and Language of Contract.

1. The Articles of Incorporation and By-Laws of the Company are subject to the laws of Luxembourg. The same applies to the legal relationship between the shareholders and the Company. The Articles of Incorporation and By-Laws are filed with the District Court in Luxembourg. Any legal disputes between shareholders, the Company and the custodian bank are subject to the jurisdiction of the competent court in the judicial district of Luxembourg in the Grand Duchy of Luxembourg. The Company and the custodian bank may elect to submit themselves and the Company to the jurisdiction and law of any country where the Company's shares are offered for sale to the public, provided it involves the claims of shareholders who are resident in that country, and with regard to matters that involve the Company.

2. The present Articles of Incorporation and By-Laws are worded in English and followed by a German translation. The English version of these Articles of Incorporation and By-Laws shall be legally binding. The Company and the custodian bank may, with regard to Company shares sold to shareholders in other countries, have translations made into the languages of those countries where the shares of the Company may be offered for sale to the public.

Art. 27. Other Legal Provisions. In addition to these Articles of Incorporation and By-Laws, the Law of 20 December 2002 on Undertakings for Collective Investment, as amended, the Law on Trading Companies of 10 August 1915, and the general provisions of the laws of Luxembourg shall apply.

Subscription and Payment

30.000 (thirty thousand) shares have been subscribed to as shares of the DB Advisors Enhanced Fixed Income Strategy sub-fund of the Company, and have been issued to Treuinvest e.V., prenamed,

These shares have been entirely paid up by payments in cash, so that the sum of three hundred thousand euro (€ 300,000.-) is as of now at the free disposal of the company, as was certified to the notary executing this deed.

Statement

The notary executing this deed declares that the conditions enumerated in article 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The expenses which shall be borne by the Company as a result of its organization are estimated at approximately EUR 6,000.-.

Extraordinary general meeting

The above-named person, representing the entire subscribed capital and considering itself as having received due notice have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and passed the following resolutions:

1) The following have been elected as directors, their mandate expiring at the issue of the annual general meeting to be held in 2010:

- Thomas Huth, born in Kassel, on February 20, 1971, with professional address at D-60327 Frankfurt am Main, Mainzer Landstrasse 178-190;

- Nikolaus Schmidt-Narischkin, born in Kiel, on July, 15, 1961, with professional address at D-60327 Frankfurt am Main, Mainzer Landstrasse 178-190;

- Klaus-Michael Vogel, born in Heidenheim an der Brenz, on November 11, 1941, with professional address at L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer;

- Martin Schönefeld, born in Aachen, on March, 4, 1959, with professional address at L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer;

- Alexander Preininger, born in Schongau, on October 20, 1975, with professional address at D-60327 Frankfurt am Main, Mainzer Landstrasse 178-190;

- Jens Korte, born in Wolfsburg, on July 21, 1970, with professional address at D-60327 Frankfurt am Main, Mainzer Landstrasse 178-190.

2) The following have been appointed as independent auditor. Their mandate shall expire at the issue of the annual general meeting to be held in 2010.

KPMG Audit, 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Luxembourg, RCS Luxembourg B 103.590.

3) The registered office of the Company is fixed at L-1273 Luxemburg-Hamm, 2, rue de Bitbourg.

Declaration

The undersigned notary, who has personal knowledge of the English language, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English, followed by a German translation and that in case of any divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of the document.

The document having been read to the appearing person, whom is known by the notary by its name, surname, civil status and residence, said appearing person signed together with the notary the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden englischen Textes:

Im Jahre zweitausendneun, am dreiundzwanzigsten April.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Treinvest e.V., mit eingetragenem Sitz in D-60486 Frankfurt am Main, Deutschland, Theodor-Heuss-Allee, 70, vertreten durch Silke Bernard, Rechtsanwältin, geschäftlich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht.

Die obengenannte Vollmacht, die ne varietur durch die erschienene Person und den amtierenden Notar unterzeichnet und paraphiert wurde, wird als Anhang zu dieser Urkunde zur Einregistrierung eingereicht.

Vorgenannte Person hat im Rahmen ihrer Vertretungsvollmacht den Notar ersucht, die Satzung einer von ihr zu gründenden Gesellschaft wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Die Gesellschaft.

1. Es besteht eine Gesellschaft unter der Bezeichnung DB Advisors SICAV.

2. Die Gesellschaft ist eine Kapitalgesellschaft (société anonyme), in der Form einer offenen Investmentgesellschaft ("Société d'Investissement à Capital Variable" oder "SICAV"). Die Gesellschaft kann einen alleinigen oder mehrere Aktionäre haben. Die Gesellschaft kann dem Anleger nach freiem Ermessen einen oder mehrere Teilfonds anbieten (Umbrella-Konstruktion). Die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Umbrellafonds. Im Verhältnis zu Dritten haften die Vermögenswerte eines Teilfonds lediglich für die Verbindlichkeiten und Zahlungsverpflichtungen, die diesen Teilfonds betreffen. Es können jederzeit weitere Teilfonds aufgelegt und/oder ein oder mehrere bestehende Teilfonds aufgelöst oder zusammengelegt werden. Innerhalb jedes Teilfonds können dem Anleger eine oder mehrere Anteilklassen angeboten werden (multi-share-class-Konstruktion). Die Gesamtheit der Anteilklassen ergibt den Teilfonds. Es können jederzeit weitere Anteilklassen aufgelegt und/oder eine oder mehrere bestehende Anteilklassen aufgelöst oder zusammengelegt werden. Anteilklassen können zu Kategorien von Anteilen zusammengefasst werden.

3. Die Rechte und Pflichten der Anteilhaber sind in dieser Satzung geregelt, deren gültige Fassung sowie Änderungen derselben im "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations", dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg ("Mémorial"), veröffentlicht sind. Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilhaber die Satzung an.

4. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft sind der Erwerb, der Verkauf und die Verwaltung von Wertpapieren und sonstigen zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung, mit dem Ziel, dass die Aktionäre von der Verwaltung ihrer Anlagen profitieren.

Die Gesellschaft kann jede Maßnahme ergreifen und jede Handlung ausführen, die sie zum Erreichen und zur Entwicklung ihres Zwecks für sinnvoll erachtet, soweit dies gemäß Teil I des Gesetzes über die Organismen für gemeinsame Anlagen vom 20. Dezember 2002 in seiner jeweils gültigen Fassung zulässig ist.

Die Gesellschaft ist eine selbstverwaltete Investmentgesellschaft im Sinne von Artikel 27 des Gesetzes über die Organismen für gemeinsame Anlagen vom 20. Dezember 2002 in seiner jeweils gültigen Fassung.

Art. 3. Gesellschaftssitz. Sitz der Gesellschaft ist Luxemburg-Stadt, im Großherzogtum Luxemburg. Zweigstellen oder andere Büros können durch Beschluss des Verwaltungsrats in Luxemburg oder im Ausland gegründet werden. Bei Eintritt außergewöhnlicher Umstände politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur, welche die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft oder die Kommunikation mit dem Gesellschaftssitz behindern oder zu behindern drohen, kann der Verwaltungsrat den Gesellschaftssitz zeitweilig ins Ausland verlegen. Eine solche Sitzverlegung ändert an der luxemburgischen Staatsangehörigkeit der Gesellschaft nichts.

Art. 4. Die Gesellschafterversammlung.

1. Die Gesellschafterversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Anteilhaber unabhängig davon, an welchem Teilfonds die Anteilhaber beteiligt sind. Sie kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden. Die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung in Angelegenheiten der Gesellschaft insgesamt binden alle Anteilhaber. Wenn die Gesellschaft aus nur einem Anteilhaber besteht, ist der alleinige Anteilhaber mit allen Befugnissen der Hauptversammlung ausgestattet.

2. Die ordentliche Gesellschafterversammlung findet am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen im Voraus festgelegten Ort am vierten Mittwoch des Monats April jeden Jahres um 11:00 Uhr und zum ersten Mal im Jahre 2010 statt. Falls dieser Tag ein Bankfeiertag ist, findet die Gesellschafterversammlung am darauffolgenden Bankarbeitstag statt. Die Anteilhaber können sich auf der Gesellschafterversammlung vertreten lassen. Die ordentliche Gesellschafterversammlung kann außerhalb Luxemburgs abgehalten werden, sofern der Verwaltungsrat dies nach seinem Ermessen auf Grund außergewöhnlicher Umstände für erforderlich hält.

Sofern in den gesetzlichen Bestimmungen oder in dieser Satzung keine anders lautenden Regelungen getroffen sind, werden Beschlüsse auf einer ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlung mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen der auf dieser Versammlung anwesenden und vertretenen Anteilhaber gefasst.

Sonstige Versammlungen der Anteilhaber werden an dem Ort und an dem Tag abgehalten, die in der jeweiligen Versammlungsmitteilung angegeben sind.

3. Die Gesellschafterversammlung kann durch den Verwaltungsrat einberufen werden. Eine Gesellschafterversammlung ist zwingend einzuberufen, wenn Anteilhaber, die mindestens ein Zehntel (1/10) des Kapitals der Gesellschaft vertreten, dies verlangen. Einladungen zu Gesellschafterversammlungen werden im Mémorial, in einer Luxemburger Zeitung sowie in weiteren Zeitungen veröffentlicht, wenn der Verwaltungsrat dies für zweckmäßig hält. Einladungen können gemäß dem Luxemburger Recht auch per Einschreiben an die jeweiligen Anteilhaber, die Inhaber von Namensanteilen sind, geschickt werden. Die Versammlungsmitteilung enthält die Tagesordnung und die vom Luxemburger Recht geforderten Informationen und Anhänge. Ein oder mehrere Anteilhaber, die mindestens ein Zehntel (1/10) des Kapitals der Gesellschaft vertreten, können unter Beachtung einer Frist von fünf (5) Tagen verlangen, dass zusätzliche Tagesordnungspunkte in die Tagesordnung der Versammlung eingefügt werden. Soweit alle Anteilhaber auf einer Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und bestätigen, dass sie Kenntnis von der Tagesordnung haben, kann die Versammlung ohne vorherige Ladung abgehalten werden.

4. Sofern in dieser Satzung keine anders lautenden Regelungen getroffen sind, gelten die gesetzlichen Vorschriften in Bezug auf die Mindestanzahl der Teilnehmer zur Beschlussfähigkeit und die anwendbaren Ladungsfristen sowohl für die Versammlungsmitteilung als auch für die Durchführung der Versammlungen der Anteilhaber.

Der Verwaltungsrat kann weitere Bedingungen festlegen, die von Anteilhabern erfüllt werden müssen, damit sie an einer Generalversammlung der Anteilhaber teilnehmen können.

Beschlüsse des alleinigen Anteilhabers werden schriftlich dokumentiert.

Art. 5. Der Verwaltungsrat.

1. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat von mindestens drei (3) Mitgliedern verwaltet, die nicht Aktionäre der Gesellschaft zu sein brauchen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Anteilhabern für die Dauer von bis zu fünf Jahren bestellt; sie können von der Gesellschafterversammlung jederzeit abberufen und /oder ersetzt werden. Die Gesellschafterversammlung kann nur Personen wählen, die (i) diese Funktion zuvor ausgeübt haben, (ii) vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen werden oder (iii) von einem voll stimmberechtigten Aktionär (der nicht zugleich der Vorgeschlagene ist) schriftlich nicht weniger als sechs (6) und nicht mehr als dreißig (30) Tage vor dem für die Gesellschafterversammlung vorgesehenen Datum vorgeschlagen wird, wobei dieser Vorschlag eine schriftliche Bestätigung dieser Person enthalten muss, sich zur Wahl stellen zu wollen. Eine Wiederwahl ist möglich. Wird das Amt eines Mitgliedes des Verwaltungsrates durch Tod, Rücktritt oder aus anderen Gründen vakant, können die verbleibenden Mitglieder auf einer Sitzung des Verwaltungsrates durch Mehrheitsbeschluss ein neues Mitglied wählen, das bis zur nächsten Gesellschafterversammlung diese Vakanz übernimmt.

2. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich erscheinen. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Gesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz oder nach dieser Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind.

3. Der Verwaltungsrat kann für die tägliche Umsetzung der Anlagepolitik unter eigener Verantwortung einen oder mehrere Fondsmanager und/oder Anlageberater benennen.

4. Der Verwaltungsrat muss seinen Vorsitzenden bestimmen, der in den Verwaltungsratssitzungen den Vorsitz hat; in seiner Abwesenheit können die Anteilhaber bzw. die Mitglieder des Verwaltungsrates durch Mehrheitsbeschluss der bei der Versammlung bzw. Sitzung Anwesenden eine andere Person zum Vorsitzenden pro tempore ernennen.

5. Alle Mitglieder des Verwaltungsrates werden spätestens vierundzwanzig Stunden vor der für eine Sitzung angesetzten Uhrzeit schriftlich benachrichtigt, außer bei Notfällen, wobei die einen Notfall begründenden Umstände in der Sitzungsmitteilung darzulegen sind. Auf eine Mitteilung kann verzichtet werden, sofern jedes Mitglied des Verwaltungsrates schriftlich, per Telegramm, Telex, elektronischer Post oder Telefax seine Zustimmung gibt. Separate Mitteilungen für einzelne Sitzungen sind nicht notwendig, wenn Zeitpunkt und Ort der Sitzung zuvor vom Verwaltungsrat beschlossenen wurden.

6. Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Alle Verwaltungsratssitzungen sollen als physische Sitzungen in Luxemburg stattfinden. Ein Verwaltungsratsmitglied kann sich durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen, das hierzu bevollmächtigt wurde. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit Stimmenmehrheit der bei einer solchen Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden des Verwaltungsrates. In Dringlichkeitsfällen können Beschlüsse des Verwaltungsrates auch in Form eines Rundschreibens mit identischer Beschlussfassung verabschiedet werden, das in einfacher oder mehrfacher Ausfertigung von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet wird. In solchen Beschlüssen sind die Gründe für eine Beschlussfassung mittels Rundschreibens anzugeben.

7. Die Gesellschaft wird rechtlich gebunden durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates, bzw. durch die einzelne Unterschrift eines Mitgliedes des Verwaltungsrates oder eines Bevollmächtigten, dem der Verwaltungsrat die Befugnis hierzu erteilt hat.

8. Der Verwaltungsrat kann einzelne Verwaltungsratsmitglieder oder Dritte (natürliche oder juristische Personen), unter der Aufsicht und Verantwortung des Verwaltungsrates, zur Führung der Gesamtheit oder eines Teils der täglichen Geschäfte der Gesellschaft oder im Hinblick auf die Förderung der Unternehmenspolitik und des Gesellschaftszweckes bevollmächtigen. Der Verwaltungsrat kann außerdem bestimmte Befugnisse, Ermächtigungen und Entscheidungen auf einen Ausschuss übertragen, der aus einer oder mehreren Personen (ungeachtet einer Mitgliedschaft im Verwaltungsrat) besteht, die vom Verwaltungsrat als geeignet angesehen werden. Komitees können zu Informations-, Konsultations- oder anderen von den Verwaltungsratsmitgliedern zu bestimmenden Zwecken ernannt werden.

9. Die Sitzungsprotokolle des Verwaltungsrates sind vom Vorsitzenden der jeweiligen Sitzung bzw. vom Vorsitzenden pro tempore zu unterzeichnen, der in der jeweiligen Sitzung den Vorsitz hatte. Vollmachten sind dem Protokoll anzuhängen. Kopien bzw. Auszüge dieser Protokolle, die zur Vorlage bei Gericht oder anderweitig verwendet werden, sind vom jeweiligen Vorsitzenden bzw. vom Schriftführer oder von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates zu unterzeichnen.

10. Kein Vertrag und kein Rechtsgeschäft zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Rechtsperson wird dadurch beeinträchtigt oder unwirksam, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Bevollmächtigte der Gesellschaft in dieser anderen Gesellschaft oder Rechtsperson ein Eigeninteresse haben oder darin eine Funktion als Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Gesellschafter, Bevollmächtigter oder Angestellter ausüben. Vorbehaltlich der nachstehenden Bestimmungen ist ein Mitglied des Verwaltungsrates oder der Geschäftsführung, das als Verwaltungsratsmitglied, Mitglied der Geschäftsführung oder Mitarbeiter bei einem Unternehmen oder einer Firma tätig ist, mit der die Gesellschaft beabsichtigt, einen Vertrag abzuschließen oder anderweitige geschäftliche Beziehungen aufzunehmen, nicht auf Grund seiner Verbundenheit mit dem anderen Unternehmen bzw. der anderen Firma daran gehindert, an Beratungen, Abstimmungen oder Handlungen in Bezug auf Angelegenheiten teilzunehmen, die sich im Hinblick auf diesen Vertrag oder in Bezug auf sonstige geschäftliche Angelegenheiten ergeben.

11. Wenn ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Bevollmächtigter der Gesellschaft an einem Rechtsgeschäft der Gesellschaft ein Eigeninteresse hat, so muss er hierüber dem Verwaltungsrat Mitteilung machen. In diesem Fall kann er weder an den Beratungen noch an der Abstimmung über dieses Geschäft teilnehmen. Der nächsten Gesellschafterversammlung ist hierüber Bericht zu erstatten. Die vorangehenden Bestimmungen sind nicht einschlägig, wenn die betreffende Rechtshandlung zu angemessenen Marktbedingungen erfolgte und in den Rahmen des gewöhnlichen Geschäftsbetriebs der Gesellschaft fällt.

12. Der Begriff "Eigeninteresse" findet keine Anwendung auf jedwede Angelegenheit, Beziehung oder Geschäft, die mit einer Gesellschaft des Deutsche Bank Konzerns oder jeder anderen Gesellschaft oder Rechtsperson, die von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat frei bestimmt werden können, bestehen.

Art. 6. Gesellschaftskapital.

1. Das Gesellschaftskapital entspricht zu jeder Zeit dem Gesamtnettowert der verschiedenen Teilfonds der Gesellschaft ("Netto-Gesellschaftsvermögen") und wird repräsentiert durch Gesellschaftsanteile ohne Nennwert.

2. Das Gesellschaftsmindestkapital beträgt 1.250.000,- Euro (eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro) und muss innerhalb von sechs Monaten nach Gründung der Gesellschaft erreicht werden. Das Gründungskapital der Gesellschaft betrug 300.000,- Euro (dreihunderttausend Euro), eingeteilt in 30.000 (dreissigtausend) Aktien ohne Nennwert.

3. Der Verwaltungsrat wird gemäß Artikel 133 des Gesetzes über Organismen für gemeinsame Anlagen vom 20. Dezember 2002 in der jeweiligen Fassung das Gesellschaftskapital verschiedenen Teilfonds zuordnen.

4. Der Verwaltungsrat kann jederzeit gegen Zahlung des Ausgabepreises zu Gunsten der Gesellschaft neue Gesellschaftsanteile in der jeweiligen Anteilklasse eines Teilfonds ausgeben, ohne dass den bis dahin existierenden Anteilhabern jedoch ein Vorzugsrecht auf Zeichnung dieser neuen Anteile zusteht. Der Verwaltungsrat kann innerhalb der gesetzlich vorgeschriebenen Beschränkungen die Befugnis zur Annahme von Zeichnungen und zur Ausgabe neuer Anteile an ein Verwaltungsratsmitglied und/oder an jeden ordnungsgemäß bevollmächtigten Dritten übertragen. Die Erlöse aus der Ausgabe von Anteilen eines jeweiligen Teilfonds sollen in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt werden, im Einklang mit der Anlagepolitik des entsprechenden Teilfonds, wie sie vom Verwaltungsrat bestimmt wird und unter Berücksichtigung der gesetzlichen oder vom Verwaltungsrat aufgestellten Anlagebeschränkungen.

5. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, innerhalb eines Teilfonds verschiedene Klassen von Anteilen aufzulegen, die sich unter anderem im Hinblick auf Gebührenstruktur, Ausschüttungspolitik, Absicherungsstrategien, Mindestanlagebeträge, Anlegervoraussetzungen, Zahlungsmodalitäten oder andere spezifische Eigenschaften voneinander unterscheiden und auf unterschiedliche Währungen lauten können, wie vom Verwaltungsrat entschieden. Ungeachtet etwaiger besonderer Eigenschaften der verschiedenen Anteilklassen hat jeder Anteil eine Stimme, ohne dass der Verwaltungsrat von dieser Bestimmung abweichen kann.

6. Der Ausgabepreis bei der Ausgabe neuer Anteile entspricht dem Anteilwert des jeweiligen Teilfonds oder der jeweiligen Anteilklasse gemäß Artikel 12 zuzüglich eines Ausgabeaufschlags, sofern vorhanden. Eine ausführliche Beschreibung der Berechnungsmethode des Preises zu welchem neue Anteile ausgegeben werden ist im aktuell gültigen Verkaufsprospekt enthalten.

Art. 7. Die Depotbank. Im Rahmen der gesetzlichen Erfordernisse wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Zugang zum Finanzsektor und dessen Überwachung einschließlich nachfolgender Ergänzungen abschließen.

Die Depotbank übernimmt die Verpflichtungen und Verantwortlichkeiten entsprechend dem Gesetz über Organismen für gemeinsame Anlagen vom 20. Dezember 2002 in der jeweiligen Fassung.

Die Depotbank sowie die Gesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit zu kündigen. Eine solche Kündigung wird wirksam, wenn die Gesellschaft mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank bestellt und diese die Pflichten und Funktionen als Depotbank übernimmt, bis dahin wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten und Funktionen als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 8. Abschlussprüfung. Die Generalversammlung ernennt einen "réviseur d'entreprises agréé", der die Pflichten gemäß Artikel 113 des Gesetzes von 2002 in seiner jeweils gültigen Fassung übernimmt.

Art. 9. Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik. Der Verwaltungsrat legt die Anlagepolitik fest, nach welcher die Vermögenswerte der Gesellschaft investiert werden. Die Vermögenswerte der Gesellschaft sind nach dem Grundsatz der Risikostreuung und im Rahmen der Anlageziele und -grenzen, wie sie in den von der Gesellschaft veröffentlichten Verkaufsprospekten beschrieben werden, anzulegen.

Das Vermögen der Teilfonds wird im Rahmen des Gesetzes vom 20. Dezember über Organismen für gemeinsame Anlagen in der jeweiligen Fassung investiert.

Die Teilfonds investieren insbesondere - jedoch nicht abschließend - in:

- Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einem geregelten Markt oder an einem anderen Markt eines Mitgliedstaates der EU oder eines Nicht-Mitgliedstaates, der geregelt ist, anerkannt ist und für das Publikum offen ist und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden.

- Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zum Handel an einer Börse oder einem anderen geregelten Markt beantragt ist, der anerkannt ist, für das Publikum offen ist und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach Emission erlangt wird.

- Anteile von Organismen für gemeinsamen Anlagen in Wertpapieren und Organismen für gemeinsame Anlagen. Sofern für einen Teilfonds nicht anders durch die Vertriebsdokumente vorgesehen, kann ein Teilfonds höchstens 10% seines Netto-Teilfondsvermögens in Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere und/oder Organismen für gemeinsame Anlage anlegen.

- Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens zwölf Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder - falls der Sitz des Kreditinstituts sich in einem Staat befindet, der nicht Mitgliedstaat der Europäischen Union ist, befindet - es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind.

- Derivate, die an einem geregelten Markt oder an einem anderen Markt eines Mitgliedstaates der EU oder eines Nicht-Mitgliedstaates, der geregelt ist, anerkannt ist und für das Publikum offen ist und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden, als auch Over-the-Counter Derivate.

- Geldmarktinstrumente, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die üblicherweise auf dem Geldmarkt gehandelt werden, liquide sind und deren Wert jederzeit genau bestimmt werden kann, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente selbst Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt.

- Die Teilfonds können abweichend vom Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100% ihres Vermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Staat außerhalb der Europäischen Union oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakter, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, begeben oder garantiert werden, sofern das Fondsvermögen in Wertpapiere investiert, die im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben wurden, wobei Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30% des Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

Soweit die Anlagepolitik der Teilfonds dies erlaubt und um operative und administrative Kosten zu reduzieren, können die Vermögensgegenstände eines beliebigen Teilfonds, vollständig oder teilweise, mit den Vermögensgegenständen eines oder mehrerer anderer Teilfonds oder einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen (zusammen die "Teilnehmenden Fonds") co-verwaltet werden, vorausgesetzt, dass alle Bedingungen, die von Zeit zu Zeit von den zuständigen Behörden aufgestellt werden, erfüllt sind. Unter der betreffenden Co-Management-Vereinbarung ist der betreffende Vermögensverwalter ermächtigt, auf konsolidierter Basis für die Teilnehmenden Fonds Investitions- und Deinvestitionsentscheidungen zu treffen, die das Portfolio eines jeden Teilnehmenden Fonds beeinflussen.

Zunächst sind Bargeld oder andere Vermögensgegenstände von den einzelnen Teilnehmenden Fonds anzugeben, die Gegenstand der Co-Management-Techniken sein sollen ("Co-verwaltete Vermögensgegenstände"). Die Co-verwalteten Vermögensgegenstände stellen kein ungeteiltes Miteigentum von Vermögensgegenständen dar, und jeder Teilnehmende Fonds bleibt an seinen Vermögensgegenständen berechtigt, die einen Teil des Wertes der Co-verwalteten Vermögensgegenstände darstellen. Die Gewichtung der Co-verwalteten Vermögensgegenstände zwischen den Teilnehmenden Fonds wird täglich angepasst: der Wert eines Teilnehmenden Fonds entspricht seiner vorherigen Position, erhöht oder gemindert um den Betrag des Kapitals, das zu- oder abgeflossen ist. Auf diese Weise ist es jederzeit möglich, einem Teilnehmenden Fonds seinen Anteil an den Co-verwalteten Vermögensgegenständen zuzurechnen. Dividenden, Zinsen und andere von den Co-verwalteten Vermögensgegenständen erzielte Ausschüttungen einkommensähnlicher Art werden den Teilnehmenden Fonds entsprechend ihrem Anteil an den Co-verwalteten Vermögensgegenständen zum Zeitpunkt der Ausschüttung gutgeschrieben.

Die Anpassung der Gewichtung beinhaltet die Zuordnung auf täglicher Basis von bezogenem und angefallenem Einkommen zu Zu- und Abflüsse von Kapital, wobei eine genaue Zuordnung von Einkünften zwischen den Teilnehmenden Fonds möglich ist.

Rücknahmen und Zeichnungen in den Teilnehmenden Fonds werden durch ein bestimmtes Konto abgewickelt, das sich außerhalb der Co-verwalteten Vermögensgegenstände befindet und durch das Rücknahmen und Zeichnungen erfolgen müssen. Vermögensgegenstände eines Teilfonds, dessen Währung eine andere ist als die Poolwährung, sind vor ihrer Hinzufügung zu dem Pool in die betreffende Poolwährung umzuwandeln.

Die Teilfonds der Gesellschaft dürfen ausschließlich mit Vermögensgegenständen co-verwaltet werden, die im Einklang mit Anlagezielen anzulegen sind, die mit dem Anlageziel des jeweiligen Teilfonds identisch sind; damit soll sichergestellt werden, dass die Anlageentscheidungen mit der Anlagepolitik eines jeden betroffenen Teilfonds vereinbar sind. Die Depotbank hat zu jeder Zeit die Aktiva und Passiva aller Teilfonds und Klassen von einander getrennt zu halten; dies betrifft gegebenenfalls auch anteilsmäßige Rechte an einem bestimmten Vermögensgegenstand; die Depotbank soll daher jederzeit dazu in der Lage sein, die Vermögensgegenstände der Gesellschaft, jedes Teilfonds und jeder Klasse zu identifizieren. Da co-verwaltete Einheiten Anlagepolitiken haben können, die nicht absolut mit der Anlagepolitik der betreffenden Teilfonds identisch sind, ist es möglich, dass im Ergebnis die gemeinsame umgesetzte Politik restriktiver ist als die der betreffenden Teilfonds.

Die Gesellschaft kann jederzeit entscheiden, die Co-Management-Technik für einen bestimmten Teilfonds oder eine Klasse nicht fortzuführen und/oder einen Pool von co-verwalteten Vermögensgegenständen aufzulösen. In einem solchen Fall werden die Vermögenswerte des Pools (ganz oder teilweise) den betreffenden Teilfonds oder Klassen im Verhältnis zu seinem/ihrer Anteil an dem Pool zugeordnet.

Art. 10. Gesellschaftsanteile.

1. Gesellschaftsanteile können als Namensanteile oder Inhaberanteile ausgegeben werden.

2. Werden Anteile als Namensanteile ausgegeben, dient das Register der Anteilhaber als eindeutiger Eigentumsnachweis hinsichtlich dieser Anteile. Namensanteile können ohne Zertifikate ausgegeben werden; in diesem Falle soll der Anteilhaber eine Bestätigung über seine Anteile erhalten. Alle Namensanteile werden in ein von der Register- und Transferstelle geführtes Register eingetragen. Das Anteilsregister enthält den Namen eines jeden Inhabers von Namensanteilen, seine Adresse, seinen gewählten Wohnsitz (im Falle von gemeinschaftlichem Eigentum von Namensanteilen nur die Adresse des erstgenannten gemeinschaftlichen Eigentümers) sowie die Anzahl der Anteile. Gibt ein Anteilhaber keine Adresse an, so kann die Register- und Transferstelle die Adresse des eingetragenen Sitzes der Register- und Transferstelle oder eine andere Adresse in das Register eintragen; diese Adresse gilt als Adresse des Anteilhabers, bis der Anteilhaber eine andere Adresse angibt. Eine Übertragung von Namensanteilen findet durch den Eintrag der Übertragung in das Anteilsregister statt.

3. Inhaberanteile der Gesellschaft werden durch Globalurkunden verbrieft, es sei denn, die Verkaufsunterlagen des jeweiligen Teilfonds bestimmen etwas anderes.

4. Alle Anteile innerhalb einer Anteilklasse haben gleiche Rechte. Die Rechte der Anteilhaber in verschiedenen Anteilklassen innerhalb eines Teilfonds können voneinander abweichen, sofern dies bei der Ausgabe der jeweiligen Anteile klargestellt wurde. Anteile werden von der Gesellschaft nach Eingang des Anteilwertes zu Gunsten der Gesellschaft unverzüglich ausgegeben.

5. Die Gesellschaft kann in Übereinstimmung mit den im Verkaufsprospekt näher festgelegten Bedingungen Wertpapiere für eine Zeichnung als Zahlung annehmen ("Sacheinlage"), soweit die Gesellschaft davon ausgeht, dass dies die Interessen der Anteilhaber nicht beeinträchtigt. Die Wertpapiere, die für eine Zeichnung als Zahlung angenommen werden, müssen jedoch der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen der Gesellschaft und des jeweiligen Teilfonds entsprechen. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen alle oder einzelne Wertpapiere, die als Zahlung für eine Zeichnung angeboten werden ohne Angabe von Gründen ablehnen. Sämtliche durch die Sacheinlage verursachten Kosten fallen in voller Höhe dem Zeichner zur Last. Die Gesellschaft ist verpflichtet, durch den Abschlussprüfer der Gesellschaft einen Bewertungsbericht erstellen zu lassen, aus dem insbesondere die Menge, die Bezeichnung, der Wert sowie die Bewertungsmethode für diese Wertpapiere hervorgehen.

6. Ausgabe und Rücknahme der Anteile sowie die Auszahlung von Ausschüttungen erfolgen durch die Gesellschaft, den Transfer Agent sowie über jede Zahlstelle.

7. Die Gesellschaft erkennt bis zu vier Anteilhaber pro Anteil an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Gesellschaft die Ausübung der mit dem Anteilbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Die Gesellschaft kann Anteilbruchteile ausgeben. Sofern Anteilbruchteile ausgegeben werden, enthält das Verkaufsprospekt konkrete Angaben mit wie vielen Dezimalstellen eine Ausgabe von Bruchteilen erfolgt.

8. Jeder Anteilhaber hat ein Stimmrecht auf den Gesellschafterversammlungen. Das Stimmrecht kann in Person oder durch Stellvertreter ausgeübt werden. Jeder Anteil gibt Anrecht auf eine Stimme. Anteilbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Gesellschaft auf einer pro rata-Basis.

Art. 11. Beschränkungen der Ausgabe von Anteilen.

1. Die Gesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen und ohne die Angabe von Gründen einen Zeichnungsantrag zurückweisen. Zudem kann die Gesellschaft die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen oder Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, wenn dies im Interesse der Anteilhaber, im öffentlichen Interesse, zum Schutz der Gesellschaft oder der Anteilhaber erforderlich erscheint.

2. In diesem Fall wird die Gesellschaft bzw. die von der Gesellschaft mit der Ausgabe von Anteilen beauftragte Stelle auf nicht bereits ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zurückzahlen.

3. Alle Anteile eines Anteilhabers sind zwangsweise zurückzunehmen, sofern die Gesellschaft vermutet, dass eine vom Besitz von Anteilen an der Gesellschaft ausgeschlossene Person wirtschaftliche oder eingetragene Allein- oder Mit-eigentümerin von Anteilen ist; eine zwangsweise Rücknahme wird wie folgt durchgeführt:

(a) Die Gesellschaft übersendet dem Anteilhaber, in dessen Besitz sich die Anteile befinden eine Mitteilung (im Folgenden die "Rücknahmemitteilung"), in der die zurückzunehmenden Anteile, der Rücknahmeerlös für diese Anteile sowie der Ort, an dem der Rücknahmeerlös (wie nachstehend definiert) für diese Anteile entrichtet wird, bezeichnet sind. Eine solche Mitteilung kann dem Anteilhaber mittels Einschreibens an die zuletzt bekannte Adresse per Post zugesandt werden. Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Rücknahmemitteilung bezeichneten Datum ist der Anteilhaber nicht länger Anteilhaber der Gesellschaft und die vormals von ihm gehaltenen Anteile werden annulliert;

(b) der Preis, zu dem die in der Rücknahmemitteilung angegebenen Anteile zurückgenommen werden, ist der gemäß Artikel 12 dieser Satzung berechnete Anteilwert (im Folgenden als "Rücknahmepreis" bezeichnet);

(c) die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt an den Anteilhaber, der als Eigentümer erscheint, in der Referenzwährung; der Preis wird von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder an anderer Stelle (wie in der Rücknahmemitteilung spezifiziert) zur Auszahlung an diese Person hinterlegt. Mit Hinterlegung der dem oben genannten Rücknahmepreises entsprechenden Gelder erlöschen sämtliche Rechte bzw. Ansprüche der in der Rücknahmemitteilung bezeichneten Person an den Anteilen sowie alle mit diesen verbundene Ansprüche gegen die Gesellschaft oder ihr Vermögen, mit Ausnahme der Rechte des Anteilhabers, der als Eigentümer der Anteile erscheint, auf Auszahlung des hinterlegten Rücknahmepreises (ohne Zinsen) durch die betreffende Bank, wie oben beschrieben;

(d) die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Befugnis durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung angefochten oder für ungültig erklärt werden, dass der Nachweis über den Eigentümer der Anteile unzureichend war, oder dass das tatsächliche Eigentum an den Anteilen anders gelagert war als es sich der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahmemitteilung darstellte, vorausgesetzt, die Ausübung der Befugnisse durch die Gesellschaft geschah in gutem Glauben.

4. Die Gesellschaft kann zudem einer vom Anteilbesitz ausgeschlossenen Person auf einer Generalversammlung der Gesellschaft das Stimmrecht versagen.

Art. 12. Anteilwertberechnung. Die Fondswährung der Gesellschaft ist der Euro. Die Referenzwährung der Teilfonds sowie der Anteilklassen kann davon abweichen.

Der Wert eines Anteils wird für jede Anteilklasse eines Teilfonds regelmäßig festgelegt, und zwar nicht weniger als zweimal im Monat ("Bewertungstag"). Die Gesellschaft kann die Anteilwertberechnung im Rahmen der gesetzlichen Grenzen an Dritte auslagern. Der Anteilwert wird für jede Anteilklasse eines Teilfonds in der Referenzwährung der Anteilklasse des jeweiligen Teilfonds ausgedrückt. Er wird unter Berücksichtigung der nachfolgend aufgeführten Bewertungsregeln an jedem Bewertungstag wie folgt ermittelt:

Zunächst wird das Netto-Teilfondsvermögen als Summe der Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten eines Teilfonds am Bewertungstag ermittelt. Sofern für einen Teilfonds nur eine Anteilklasse existiert, wird dieses Netto-Teilfondsvermögen sodann durch die Zahl der im Umlauf befindlichen Anteile des Teilfonds dividiert. Sofern für einen Teilfonds mehrere Anteilklassen begeben sind, wird der jeweils prozentual auf eine Anteilklasse entfallende Teil des Netto-Teilfondsvermögens durch die Zahl der in der jeweiligen Anteilklasse im Umlauf befindlichen Anteile dividiert. Der Anteilwert kann auf die nächste Einheit der jeweiligen Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf welchen ein wesentlicher Anteil der Vermögensanlagen gehandelt oder notiert sind, erfolgten, kann die Gesellschaft, im Interesse der Anteilinhaber und der Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

1. Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten vornehmlich:

- a) Wertpapiere und sonstige Anlagen des Gesellschaftsvermögens;
- b) Flüssige Mittel einschließlich angefallener Zinsen;
- c) Forderungen aus Dividenden und sonstigen Ausschüttungen;
- d) Fällige Zinsforderungen sowie sonstige Zinsen auf Wertpapiere im Eigentum der Gesellschaft, soweit sie nicht im Marktwert dieser Wertpapiere enthalten sind;
- e) Gründungs- und Niederlassungskosten, soweit diese noch nicht abgeschrieben sind,
- f) Sonstige Aktiva einschließlich Vorschusszahlungen.

2. Die Passiva der Gesellschaft enthalten insbesondere:

- a) Anleihen und fällige Verbindlichkeiten mit Ausnahme von Verbindlichkeiten gegenüber Tochtergesellschaften;
- b) Sämtliche Verbindlichkeiten aus der laufenden Verwaltung des Gesellschaftsvermögens und aus der Führung der Geschäfte als selbstverwaltete SICAV;
- c) Sämtliche sonstigen fälligen und nicht fälligen Verbindlichkeiten einschließlich angekündigter aber noch nicht erfolgter Ausschüttungen auf Anteile der Gesellschaft;
- d) Rückstellungen für zukünftige Steuern sowie sonstige Rücklagen, soweit sie vom Verwaltungsrat beschlossen oder gebilligt wurden,
- e) Alle sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Herkunft, mit Ausnahme der Eigenmittel.

3. Gesellschaftsanteile, deren Rücknahme beantragt wurde, sind als im Umlauf befindliche Anteile bis zum Bewertungstag der Rücknahme zu behandeln; der Rücknahmepreis gilt bis zur effektiven Zahlung als Verbindlichkeit der Gesellschaft.

4. Auszugebende Gesellschaftsanteile gelten als bereits ausgegebene Anteile ab dem für den Ausgabepreis maßgeblichen Bewertungstag. Der noch nicht gezahlte Ausgabepreis gilt bis zur Zahlung als Forderung der Gesellschaft.

5. Das Netto-Gesellschaftsvermögen für jeden Teilfonds wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

- a) Wertpapiere, die an einer Börse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs am Bewertungstag bewertet.
- b) Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber an einem anderen organisierten Wertpapiermarkt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs am Bewertungstag sein darf und den die Gesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.
- c) Falls solche Kurse nicht marktgerecht sind oder falls für andere als die unter Buchstaben a) und b) genannten Wertpapiere keine Kurse festgelegt werden, werden diese Wertpapiere ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Gesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar festlegten Bewertungsregeln festlegt.

d) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

e) Festgelder können zum Renditekurs bewertet werden, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Gesellschaft und dem Kreditinstitut geschlossen wurde, gemäß dem die Festgelder jederzeit kündbar und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht.

f) Alle nicht auf die jeweilige Teilfondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in die Teilfondswährung umgerechnet.

6. Es wird ein Ertragsausgleichskonto geführt.

7. Die Gesellschaft kann für umfangreiche Rücknahmeanträge, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen befriedigt werden können, den Anteilwert auf der Basis der Kurse des Bewertungstages bestimmen, an dem sie die erforderlichen Wertpapierverkäufe vornimmt; dies gilt dann auch für gleichzeitig eingereichte Zeichnungsanträge.

8. Die Vermögenswerte werden wie folgt zugeteilt:

a) Das Entgelt aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse innerhalb eines Teilfonds wird in den Büchern der Gesellschaft dem betreffenden Teilfonds zugeordnet und der entsprechende Betrag wird den prozentualen Anteil dieser Anteilklasse am Nettovermögen des Teilfonds entsprechend erhöhen. Vermögenswerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen werden dem jeweiligen Teilfonds nach den Bestimmungen dieses Artikels zugeschrieben. Sofern solche Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Einkünfte oder Aufwendungen nach den Bestimmungen des Verkaufsprospekts nur einzelnen Anteilklassen zustehen, erhöhen bzw. vermindern sie den prozentualen Anteil dieser Anteilklassen am Netto-Teilfondsvermögen;

b) Vermögenswerte, welche auch von anderen Vermögenswerten abgeleitet sind, werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds bzw. derselben Anteilklasse zugeordnet, wie die Vermögenswerte, von welchen sie abgeleitet sind und zu jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird die Werterhöhung oder Wertminderung dem entsprechenden Teilfonds bzw. der entsprechenden Anteilklasse zugeordnet;

c) Sofern die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, welche im Zusammenhang mit einem bestimmten Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds bzw. einer bestimmten Anteilklasse oder im Zusammenhang mit einer Handlung bezüglich eines Vermögenswertes eines bestimmten Teilfonds bzw. einer bestimmten Anteilklasse steht, so wird diese Verbindlichkeit dem entsprechenden Teilfonds bzw. der entsprechenden Anteilklasse zugeordnet;

d) Wenn ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Teilfonds zuzuordnen ist, so wird dieser Vermögenswert bzw. diese Verbindlichkeit allen Teilfonds im Verhältnis des Nettovermögens der entsprechenden Teilfonds oder in einer anderen Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeteilt. Aufgrund dieser Zuordnung haftet grundsätzlich nur der Teilfonds für die Verbindlichkeit, es sei denn, mit den Gläubigern ist vereinbart, dass die Gesellschaft als Ganzes haftet;

e) Im Falle einer Ausschüttung vermindert sich der Anteilwert der Anteile in der ausschüttungsberechtigten Anteilklasse um den Betrag der Ausschüttung. Damit vermindert sich zugleich der prozentuale Anteil der ausschüttungsberechtigten Anteilklasse am Netto-Teilfondsvermögen, während sich der prozentuale Anteil der nicht ausschüttungsberechtigten Anteilklassen am jeweiligen Netto-Teilfondsvermögen erhöht. Im Ergebnis führt die Reduktion des Netto-Teilfondsvermögens und die entsprechende Erhöhung des prozentualen Anteils am Netto-Teilfondsvermögen für die nicht ausschüttungsberechtigten Anteilklassen dazu, dass der Anteilwert der nicht ausschüttungsberechtigten Anteilklassen durch die Ausschüttung nicht beeinträchtigt wird.

9. Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemeinen anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

Vorbehaltlich Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigem Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwertes, welche vom Verwaltungsrat getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Anteilinhaber bindend.

10. Zur Bestimmung des Kapitals der Gesellschaft wird das jedem einzelnen Teilfonds zuzuordnende Nettovermögen bei einem Teilfonds, der nicht in Euro denominiert ist, rechnerisch in Euro umgewandelt werden, und zwar in Übereinstimmung mit den Bestimmungen in Artikel 25; das Kapital entspricht dem gesamten Nettovermögen aller Teilfonds.

11. Falls an einem Handelstag die Ausgaben und Rücknahmen aller Anteilskategorien eines Teilvermögens im Saldo zu einer Erhöhung oder Verminderung der Anzahl der ausgegebenen Aktien führen, deren Ausmaß einen vom Verwaltungsrat festgesetzten Wert übertreffen, so kann der Verwaltungsrat eine Anpassung des Nettoinventarwerts des Teilvermögens um die erwarteten Transaktionskosten beschließen. Die erwarteten Transaktionskosten beinhalten die geschätzten Handelskosten und andere Gebühren sowie die geschätzte Differenz von Geld- und Briefkursen der Anlagen, welche für das Teilvermögen erworben bzw. verkauft werden müssen. Aus dieser Anpassung ergibt sich eine Erhöhung des Nettoinventarwerts im Falle einer Zunahme der Anzahl der ausgegebenen Aktien bzw. eine Verminderung des Nettoinventarwerts im Falle einer Abnahme der Anzahl der ausgegebenen Aktien ("swing pricing").

Art. 13. Einstellung der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen sowie der Berechnung des Anteilwertes.

1. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen sowie die Berechnung des Anteilwertes eines oder mehrerer Teilfonds bzw. einer oder mehrerer Anteilklassen zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen, und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, wo ein wesentlicher Teil der Wertpapiere der Gesellschaft gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn die Gesellschaft über Vermögensanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Anteilwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

c) wenn aufgrund des beschränkten Anlagehorizonts eines Teilfonds die Verfügbarkeit erwerbbarer Vermögensgegenstände am Markt oder die Veräußerungsmöglichkeit von Vermögensgegenständen des Teilfonds eingeschränkt ist.

2. Anleger, die ihre Anteile zum Rückkauf angeboten haben, werden von einer Einstellung der Anteilwertberechnung umgehend benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt.

Art. 14. Rücknahme von Anteilen.

1. Die Anteilinhaber sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zu verlangen. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag gemäß Artikel 12 und wird zum Anteilwert gemäß Artikel 12 dieser Satzung unter Abzug eines Rücknahmeabschlags, ausgeführt. Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt unverzüglich nach dem entsprechenden Bewertungstag.

2. Die Gesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte der Gesellschaft ohne Verzögerung verkauft wurden. Unbeschadet dessen kann die Gesellschaft beschließen, an einem Bewertungstag nicht mehr als einen bestimmten vom Verwaltungsrat der Gesellschaft zu bestimmenden und in den Verkaufsdokumenten anzugebenden Anteil der ausgegebenen und offenstehenden Gesamtzahl der Anteile eines Teilfonds oder einer Anteilklasse zurückzunehmen. Die Gesellschaft kann, wie im geltenden Prospekt beschrieben, die über diesen Anteil hinausgehenden Rücknahmegesuche als verschoben erklären. Am/n nachfolgenden Bewertungstag(en) sind solche Rücknahmegesuche vorrangig vor späteren Rücknahmegesuchen zu befriedigen.

3. In Ausnahmefällen kann der Verwaltungsrat auf ausdrücklichen Wunsch und/oder mit Zustimmung von Anlegern Anträge auf Naturalrücknahme akzeptieren. Die Naturalrücknahme wird bewirkt, indem der Verwaltungsrat Wertpapiere auswählt und die Depotbank anweist, diese Wertpapiere dem Anleger gegen Rückgabe seiner Anteile in ein Depot zu übertragen. Der Verwaltungsrat vergewissert sich, dass den übrigen Anteilinhabern durch eine derartige Naturalrücknahme keine Nachteile entstehen. Sämtliche durch die Naturalrücknahme verursachten Kosten fallen in voller Höhe dem zurückgebenden Anleger zur Last. Die Gesellschaft ist verpflichtet, durch den Abschlussprüfer der Gesellschaft einen Bewertungsbericht erstellen zu lassen, aus dem insbesondere die Menge, die Bezeichnung, der Wert sowie die Bewertungsmethode für diese Naturalrücknahme hervorgeht.

4. Die Gesellschaft oder eine von der Gesellschaft benannte Stelle ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Gesellschaft oder eine von der Gesellschaft benannten Stelle nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

5. Sofern aus irgendeinem Grund der Wert des Nettovermögens eines Teilfonds unter einen Betrag fällt, welchen der Verwaltungsrat als Mindestbetrag für diesen Teilfonds festgelegt hat, ab welchem dieser Teilfonds wirtschaftlich effizient verwaltet werden kann oder sofern sich die politische oder wirtschaftliche Situation wesentlich ändert oder im Zuge einer wirtschaftlichen Rationalisierung, kann der Verwaltungsrat beschließen, alle Anteile des entsprechenden Teilfonds zu ihrem Netto-Inventarwert (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungspreise und Realisierungskosten der Vermögensanlagen) wie er an dem Bewertungstag, an dem diese Entscheidung wirksam wird, berechnet wird, zurückzunehmen. Die Gesellschaft wird den Inhabern von Anteilen des Teilfonds dies rechtzeitig mitteilen. Die Anteilinhaber werden durch die Gesellschaft im Rahmen der Veröffentlichung einer Mitteilung in Zeitungen, welche vom Verwaltungsrat festgelegt werden, unterrichtet, sofern nicht alle Anteilinhaber und ihre Adressen der Gesellschaft bekannt sind.

6. Entsprechend Ziffer 5. kann der Verwaltungsrat entscheiden, alle Anteile einer Anteilklasse zu ihrem Netto-Inventarwert (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungspreise und Realisierungskosten der Vermögensanlagen) wie er an dem Bewertungstag, an dem diese Entscheidung wirksam wird, berechnet wird, zurückzunehmen.

7. Die Schließung eines Teilfonds bzw. einer Klasse im Wege der zwangsweisen Rücknahme der betreffenden Anteile aus anderen als den im vorstehenden Absatz genannten Gründen ist nur vorbehaltlich der Zustimmung der Anteilinhaber des zu schließenden Teilfonds bzw. der zu schließenden Klasse zulässig; der Zustimmungsbeschluss ist auf einer ordnungsgemäß einberufenen Versammlung der Anteilinhaber des Teilfonds bzw. der Klasse, für die keine Mindestanzahl zur Beschlussfähigkeit erforderlich ist, mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Anteilinhaber zu fassen.

Liquidations- und Rückkaufserlöse, die von den Anteilinhabern bei Abschluss der Liquidation eines Teilfonds oder einer Klasse nicht geltend gemacht wurden, werden bei der Depotbank für einen Zeitraum von sechs (6) Monaten; und nach diesem Zeitraum bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt. Die Erlöse verfallen, sofern sie nicht geltend gemacht werden, nach Ablauf von dreißig (30) Jahren.

Art. 15. Umtausch von Anteilen. Die Anteilinhaber eines Teilfonds können jederzeit einen Teil oder alle ihre Anteile in Anteile eines anderen Teilfonds oder in eine andere Anteilklasse desselben Teilfonds umtauschen, soweit dies für den Teilfonds und die jeweiligen Anteilklassen des Teilfonds in den Verkaufsunterlagen vorgesehen ist, wobei der Umtausch auf der Grundlage einer Umtauschformel erfolgt, die jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im geltenden Prospekt der Gesellschaft angegeben ist; dies gilt mit der Maßgabe, dass der Verwaltungsrat Beschränkungen unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit von Umtauschtransaktionen auferlegen und eine angemessene Gebühr erheben kann, die jeweils von ihm bestimmt und im geltenden Prospekt angegeben wird. Dieser Umtausch erfolgt zum Anteilwert zuzüglich einer Umtauschprovision, deren Höhe in den Verkaufsunterlagen angegeben ist.

Art. 16. Gründung, Schließung und Verschmelzung von Teilfonds.

1. Die Gründung von Teilfonds wird von dem Verwaltungsrat beschlossen.

2. Unbeschadet der auf den Verwaltungsrat gemäß Artikel 14.5 übertragenen Befugnisse kann der Verwaltungsrat in den vom Gesetz vorgesehenen Fällen beschließen, das Gesellschaftsvermögen eines Teilfonds aufzulösen und den Anteilhabern den Netto-Inventarwert ihrer Anteile (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungswerte und Realisierungskosten in Bezug auf die Vermögensanlagen) an dem Bewertungstag, an welchem die Entscheidung wirksam wird, auszuzahlen. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Auflösung des Teilfonds führt, werden die Ausgabe und der Rückkauf von Anteilen des jeweiligen Teilfonds eingestellt, außer wenn die Gesellschaft beschließt, dass Rückkäufe weiter zugelassen werden, wobei die Gleichbehandlung der Anteilhaber sichergestellt sein muss. Die Gesellschaft wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare, auf Anweisung der Gesellschaft oder gegebenenfalls der von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren unter die Anteilhaber des entsprechenden Teilfonds nach deren Anspruch verteilen. Netto-Liquidationserlöse, die nicht zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen worden sind, werden von der Gesellschaft nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

Ferner kann der Verwaltungsrat die Annullierung der an einem solchen Teilfonds ausgegebenen Anteile und die Zuteilung von Anteilen an einem anderen Teilfonds erklären, vorausgesetzt, dass während der Zeit von einem Monat nach Veröffentlichung gemäß nachfolgender Bestimmung die Anteilhaber der entsprechenden Teilfonds das Recht haben werden, die Rücknahme oder den Umtausch aller oder eines Teils ihrer Anteile zu dem anwendbaren Netto-Inventarwert und gemäß dem in Artikel 14 und 15 dieser Satzung beschriebenen Verfahren ohne Kostenbelastung zu verlangen.

3. Unter den Voraussetzungen des Artikels 14.5, kann der Verwaltungsrat entscheiden, die Vermögenswerte eines Teilfonds auf einen anderen innerhalb der Gesellschaft bestehenden Teilfonds zu übertragen oder in einen anderen Organismus für gemeinsam Anlagen, welcher gemäß Teil 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 in der jeweiligen Fassung oder einen anderen Teilfonds innerhalb eines solchen anderen Organismus für gemeinsam Anlagen ("Neuer Teilfonds") einbringen und die Anteile neu bestimmen. Eine solche Entscheidung wird in derselben Art veröffentlicht, wie dies in Artikel 14.5 vorgesehen ist um den Anteilhabern während der Dauer eines Monats zu ermöglichen, die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch ihrer Anteile zu beantragen. Im Fall der Fusion mit einem offenen Fonds mit Sondervermögenscharakter (fonds commun de placement) ist der Beschluss nur für diejenigen Anteilhaber bindend, die zu der Fusion ihre Zustimmung erteilt haben.

4. Die Durchführung der Fusion vollzieht sich wie eine Auflösung des Teilfonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden Fonds bzw. Teilfonds. Abweichend zu der Auflösung erhalten die Anleger des Teilfonds Anteile des aufnehmenden Fonds bzw. Teilfonds, deren Anzahl sich auf der Grundlage des Anteilwertverhältnisses der betroffenen Fonds zum Zeitpunkt der Einbringung errechnet und gegebenenfalls einen Spitzenausgleich. Die Durchführung der Fusion wird vom Wirtschaftsprüfer des Teilfonds kontrolliert.

Art. 17. Gründung, Schließung und Verschmelzung von Anteilklassen innerhalb eines Teilfonds.

1. Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, für einen Teilfonds eine weitere Anteilklasse zu begeben.

2. Unbeschadet der auf den Verwaltungsrat gemäß Artikel 14.5 übertragenen Befugnisse kann der Verwaltungsrat in den vom Gesetz genannten Fällen beschließen, eine Anteilklasse innerhalb eines Teilfonds aufzulösen und diesen Anteilhabern den Netto-Inventarwert ihrer Anteile (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungswerte und Realisierungskosten in Bezug auf die Vermögensanlagen) an dem Bewertungstag, an welchem die Entscheidung wirksam wird, auszuzahlen. Ferner kann der Verwaltungsrat die Annullierung der in einer Anteilklasse an einem solchen Teilfonds ausgegebenen Anteile und die Zuteilung von Anteilen einer anderen Anteilklasse desselben Teilfonds erklären, vorausgesetzt, dass während der Zeit von einem Monat nach Veröffentlichung die Anteilhaber der zu annullierenden Anteilklasse des Teilfonds das Recht haben werden, die Rücknahme oder den Umtausch aller oder eines Teils ihrer Anteile zu dem anwendbaren Netto-Inventarwert und gemäß dem in Artikel 14 und 15 dieser Satzung beschriebenen Verfahren ohne Kostenbelastung zu verlangen.

Art. 18. Gesellschafterversammlung in einem Teilfonds.

1. In den in dieser Satzung genannten beschränkten Fällen oder wenn dies durch ein anwendbares Gesetz, eine Vorschrift oder eine zuständige Behörde gefordert wird, können die Anteilhaber eines Teilfonds zu jeder Zeit eine Gesellschafterversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds betreffen.

2. Die Bestimmungen in Artikel 4 sind auf solche Gesellschafterversammlungen analog anwendbar.

3. Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Anteilhaber können persönlich handeln oder sich aufgrund einer Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Anteilhaber sein muss, aber ein Mitglied des Verwaltungsrats sein kann, vertreten lassen.

4. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden die Beschlüsse auf der Gesellschafterversammlung der Anteilhaber eines Teilfonds mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen der auf dieser Versammlung anwesenden und vertretenen Anteilhaber gefasst.

5. Jeder Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher die Rechte der Anteilhaber eines Teilfonds im Verhältnis zu den Rechten der Anteilhaber eines anderen Teilfonds betrifft, unterliegt einem Beschluss der Gesellschafterver-

sammlung der Anteilhaber dieses Teilfonds und der Berücksichtigung der Bestimmungen gemäß Artikel 68 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen.

Art. 19. Gesellschafterversammlung in einer Anteilklasse.

1. In den in dieser Satzung genannten beschränkten Fällen oder wenn dies durch ein anwendbares Gesetz, eine Vorschrift oder eine zuständige Behörde gefordert wird, können die Anteilhaber einer Anteilklasse zu jeder Zeit eine Gesellschafterversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diese Anteilklasse betreffen.

2. Die Bestimmungen in Artikel 18 Absatz 2 bis 4 sind entsprechend anwendbar.

3. Jeder Beschluss der Gesellschafterversammlung einer Anteilklasse, welcher die Rechte der Anteilhaber dieser Anteilklasse im Verhältnis zu den Rechten der Anteilhaber einer anderen Anteilklasse dieses Teilfonds betrifft, unterliegt einem Beschluss der Gesellschafterversammlung der Anteilhaber der anderen Anteilklasse und der Berücksichtigung der Bestimmungen gemäß Artikel 68 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen.

Art. 20. Verwendung der Erträge.

1. Der Verwaltungsrat bestimmt jährlich für jeden Teilfonds, ob und in welcher Höhe eine Ausschüttung erfolgt. Soweit ausschüttende Anteilklassen gebildet werden, sollte jährlich eine Ausschüttung erfolgen, es sei denn ausschüttbare Erträge sind nicht in ausreichender Höhe vorhanden. Soweit thesaurierende Anteilklassen gebildet werden, erfolgt vorbehaltlich Ziffer 2. keine Ausschüttung der Erträge. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kapitalgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Werterhöhungen sowie Kapitalgewinne aus den Vorjahren zur Ausschüttung gelangen. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisanteilen vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können in bar ausgezahlt oder gutschrieben werden. Erträge, die innerhalb der in Artikel [24] festgelegten Fristen nicht abgefordert wurden, verfallen zu Gunsten der entsprechenden Anteilklasse des Teilfonds.

2. Der Verwaltungsrat kann Sonder- und Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen für jede Anteilklasse eines Teilfonds beschließen. Die erklärten Ausschüttungen werden in der Regel in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds bzw. in anderen vom Verwaltungsrat ausgewählten Währungen ausgezahlt; Ort und Zeitpunkt der Auszahlung werden vom Verwaltungsrat bestimmt. Der Verwaltungsrat ist außerdem berechtigt, den maßgeblichen Wechselkurs für den Umtausch der Ausschüttungsbeträge in die jeweilige Zahlungswährung festzulegen. Ausschüttungen in Form von zusätzlichen Anteilen können ebenfalls erklärt werden.

Art. 21. Änderungen der Satzung.

1. Die Gesellschafterversammlung kann die Satzung in Übereinstimmung mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts jederzeit ganz oder teilweise ändern.

2. Änderungen der Satzung werden im Mémorial veröffentlicht.

Art. 22. Veröffentlichungen.

1. Der Anteilwert kann bei der Gesellschaft und allen Zahlstellen erfragt werden und kann zudem in jedem Vertriebsland in geeigneten Medien (z.B. Internet, elektronische Informationssysteme, Zeitungen, etc.) veröffentlicht werden. Ausgabe- und Rücknahmepreise unter Berücksichtigung von Ausgabeaufschlag bzw. Rücknahmeabschlag können bei der Gesellschaft, dem Transfer Agent und jeglichen Zahlstellen erfragt werden. Darüber hinaus kann die Verwaltungsgesellschaft zur besseren Information der Anleger und um unterschiedlichen Marktusancen zu entsprechen auch den jeweils gültigen Ausgabepreis beziehungsweise den Rücknahmepreis veröffentlichen.

2. Die Gesellschaft erstellt einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg. Der erste Halbjahresbericht wird zum 30. Juni 2009 und der erste geprüfte Jahresbericht zum 31. Dezember 2009 erstellt.

3. Die Satzung, der Verkaufsprospekt sowie Jahres- und Halbjahresbericht der Gesellschaft sind für die Anteilhaber am Sitz der Gesellschaft und jeder Vertriebs- und Zahlstelle erhältlich. Sämtliche im Verkaufsprospekt genannten Verträge können am Sitz der Gesellschaft und bei den Zahlstellen an ihrem jeweiligen Hauptsitz eingesehen werden.

4. Die Rechnungslegung der Gesellschaft erfolgt in Euro, bzw. für die einzelnen Teilfonds in der oder den vom Verwaltungsrat bestimmten Währung(en). Sofern verschiedene Teilfonds bestehen und die Rechnungslegung innerhalb dieser Teilfonds in verschiedenen Währungen erfolgt, werden diese Abschlüsse in Euro umgerechnet und für den konsolidierten Abschluss der Gesellschaft zusammengefasst.

5. Der Jahresabschluss, einschließlich der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung, dem Bericht des Verwaltungsrates und der Mitteilung über die Jahreshauptversammlung wird den eingetragenen Anteilhabern zugesandt und/oder mindestens fünfzehn (15) Tage vor jeder Jahreshauptversammlung veröffentlicht und zur Verfügung gestellt.

Art. 23. Auflösung der Gesellschaft.

1. Die Gesellschaft kann jederzeit durch die Gesellschafterversammlung aufgelöst werden. Für die Wirksamkeit der Entscheidungen ist das gesetzlich erforderliche Quorum erforderlich. Bei Auflösung der Gesellschaft ist die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren (die sowohl natürliche als auch juristische Personen sein können) durchzuführen,

die von der Versammlung der Anteilhaber ernannt werden, die über die Auflösung beschließt; diese Versammlung der Anteilhaber legt außerdem die Befugnisse und die Vergütung dieser Liquidatoren fest. Die Nettoliquidationserlöse jedes einzelnen Teilfonds werden von den Liquidatoren an die Anteilhaber der jeweiligen Teilfonds im Verhältnis ihres Anteilbesitzes an den einzelnen Teilfonds ausgekehrt.

2. Eine Auflösung der Gesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Gesellschaft im Mémorial und in mindestens drei überregionalen Tageszeitungen, von denen eine eine Luxemburger Zeitung ist, veröffentlicht.

3. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Auflösung der Gesellschaft führt, werden die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen eingestellt. Die Gesellschaft wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare, auf Anweisung der Gesellschaft oder gegebenenfalls der von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren unter den Anteilhabern nach deren Anspruch verteilen. Netto-Liquidationserlöse, die nicht zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen worden sind, werden, soweit dann gesetzlich notwendig, in Euro umgerechnet und von der Gesellschaft nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

Art. 24. Verjährung. Forderungen der Anteilhaber gegen die Gesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden, abgesehen von Forderungen hinsichtlich des Nettoliquidationserlöses, der nach Abschluss des Liquidationsverfahrens nicht beansprucht wurde und von der Gesellschaft für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt wurde; diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist angefordert werden.

Art. 25. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet zum 31. Dezember desselben Jahres, abgesehen von dem ersten Rechnungsjahr, das mit der Gründung der Gesellschaft beginnt und am 31. Dezember 2009 endet.

Art. 26. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache.

1. Die Satzung der Gesellschaft unterliegt luxemburger Recht. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilhabern und der Gesellschaft. Die Satzung ist beim Bezirksgericht in Luxemburg hinterlegt. Jeder Rechtsstreit zwischen den Anteilhabern, der Gesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Großherzogtum Luxemburg. Die Gesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und die Gesellschaft der Gerichtsbarkeit und dem Recht jeden Vertriebslandes zu unterwerfen, soweit es sich um Ansprüche der Anteilhaber handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind, und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf die Gesellschaft beziehen.

2. Die Satzung ist in englischer Sprache und darauf folgend in deutscher Übersetzung verfasst. Der englische Wortlaut dieser Satzung ist maßgeblich. Die Gesellschaft und die Depotbank können im Hinblick auf die Anteile der Gesellschaft, die an Anteilhaber in anderen Ländern verkauft wurden, Übersetzungen in Sprachen solcher Länder fertigen lassen, in welchen solche Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Art. 27. Ergänzende Vorschriften. Ergänzend zu dieser Satzung finden das Gesetz vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen in der jeweiligen Fassung, das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften sowie die allgemeinen Vorschriften des luxemburger Rechts Anwendung.

Zeichnung

Die dreissigtausend Aktien wurden wie folgt gezeichnet:

Treinvest e.V., vorgeannt,

dreissigtausend Aktien des Teilfonds DB Advisors Enhanced Fixed Income Strategy.

Diese Aktien wurden vollständig durch Barzahlung einbezahlt, so dass der Betrag von dreihunderttausend (300.000,-) EUR der Gesellschaft zur freien Verfügung steht. Dies wird dem Notar, welcher die vorliegende Urkunde ausfertigt, bestätigt.

Verifizierung

Der die vorliegende Urkunde ausfertigende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 aufgezählten Bedingungen erfüllt sind und bezeugt diese Erfüllung ausdrücklich.

Aufwendungen

Die von der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung zu tragenden Aufwendungen werden auf EUR 7.000,- geschätzt.

Außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre

Die oben genannte Person, die das gesamte gezeichnete Kapital vertritt und fristgerechte Mitteilungen erhalten hatte, hat unmittelbar im Anschluss hieran eine außerordentliche Generalversammlung abgehalten, an der folgende Beschlüsse gefasst wurden:

1) Wahl der folgenden Personen in den Verwaltungsrat, wobei deren Mandat mit der im Jahr 2010 anstehenden Generalversammlung abläuft:

Thomas Huth, geboren in Kassel, am 20. Februar 1971, mit Geschäftsadresse in D-60327 Frankfurt am Main, Mainzer Landstrasse 178-190;

Nikolaus Schmidt-Narischkin, geboren in Kiel, am 15. Juli 1961, mit Geschäftsadresse in D-60327 Frankfurt am Main, Mainzer Landstrasse 178-190;

- Klaus-Michael Vogel, geboren in Heidenheim an der Brenz, am 11. November 1941, mit Geschäftsadresse in L-1115 Luxemburg, 2, boulevard Konrad Adenauer;

Martin Schönefeld, geboren in Aachen, am 4. März 1959, mit Geschäftsadresse in L-1115 Luxemburg, 2, Boulevard Konrad Adenauer;

- Alexander Preininger, geboren in Schongau, am 20. Oktober 1975, mit Geschäftsadresse in D-60327 Frankfurt am Main, Mainzer Landstrasse 178-190;

- Jens Korte, geboren in Wolfsburg, am 21. Juli 1970, mit Geschäftsadresse in D-60327 Frankfurt am Main, Mainzer Landstrasse 178-190.

2) Folgendes Unternehmen wurde als unabhängiger Wirtschaftsprüfer bestellt. Sein Mandat erlischt mit der für 2010 vorgesehenen jährlichen Generalversammlung:

KPMG Audit, 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Luxemburg, RCS Luxemburg B 103.590.

3) Der eingetragene Geschäftssitz der Gesellschaft befindet sich an folgender Adresse: L-1273 Luxemburg-Hamm, 2, rue de Bitbourg.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache kundig und mächtig ist, stellt hiermit fest, dass auf Wunsch der erschienenen Person diese Urkunde auf Englisch verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen Text und dem deutschen Text, wird die englische Fassung maßgebend sein.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienene, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. BERNARD und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 avril 2009. Relation: LAC/2009/15970. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 28. April 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009052013/242/1338.

(090061598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2009.

March Fund II, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Les modifications du 8 avril 2009 au règlement de gestion ont été déposées au Registre de Commerce et des Sociétés. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Pollux Funds S.A.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2009055371/10.

(090064842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2009.

Allianz Global Investors Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 71.182.

The Board of Directors of Allianz Global Investors Fund announces that the fund Allianz RCM Global Small Cap has been liquidated on 30 April 2009.

Senningerberg, May 2009.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009055829/755/10.